TRUSTAFRICA

ANNUAL REPORT 2007
2008

TRUSTAFRICA
Mermoz Pyrotechnie
Route de la Stèle, Lot N° SR 12
BP 45435
Dakar-Fann, Sénégal
www.trustafrica.org

TRUSTAFRICA

ANNUAL REPORT 2007
2008

TRUSTAFRICA

ANNUAL REPORT 2007
2008

Our Mission
Notre Mission

TrustAfrica is an independent foundation that strives to secure the conditions for democracy and equitable development throughout the continent. Led by Africans, we convene dialogues, catalyze ideas, and provide grants and technical assistance to organizations working to advance these goals.

TrustAfrica est une fondation indépendante qui s'évertue à garantir les conditions pour la démocratie et le développement équitable à travers le continent. Dirigée par des Africains, nous organisons des rencontres, catalysons des idées, accordons des subventions, et offrons une assistance technique à des organisations poursuivant ces objectifs.

TRUSTAFRICA

Un Nouveau Jour en Afrique

Chers amis et Collegues,

TrustAfrica devint une réalité a un moment de regain d'optimisme pour le continent, un esprit pas vu depuis les premiers jours de l'indépendance. Les gouvernements africains ont commencé à travailler ensemble plus étroitement que jamais pour s'attaquer à des préoccupations communes. Les chefs d'entreprises se sont joints au-delà des frontières pour ouvrir les marchés, stimuler les investissements et créer des emplois.
Et les organisations de la société civile – allant des organisations communautaires de base aux campagnes de sensibilisation sophistiquées et aux instituts de recherche non partisans – ont émergé comme une force de plus en plus signifiante dans la vie publique.

Pourtant, il y a eu de redoutables défis au cours de la dernière année financière. Une crise électorale a secoué le Kenya, tandis qu'une seconde s'est muée en une spirale hors de contrôle au Zimbabwe. Des troubles meurtriers se sont multipliés en Algérie, au Tchad, en Somalie et au Soudan. Même l'Afrique du Sud, une lueur d'espoir depuis la chute de l'apartheid, a donné lieu à la montée de la xénophobie.

Ces défis sont une source de préoccupation. N'empêche, nous à TrustAfrica, continuons à croire que les Africains sont toujours engagés dans la voie qui mène à la réalisation de leurs trois grandes ambitions : la paix, la démocratie et le développement. Nous sommes même en mesure d'affirmer que l'Afrique, dans son ensemble, est en meilleure forme aujourd'hui que jamais de mémoire d'homme. Nous disons cela parce que les Africains sont plus engagés dans la vie civique et les processus démocratiques. La récente prolifération de groupes de la société civile -en dépit des efforts déployés par des législateurs cyniques en vue de proscrire leur travail – peut servir de contre-pouvoirs bien nécessaires face au gouvernement et aux intérêts d'affaires et à aider à garantir la paix et le développement équitable.

Nous avons gardé à l'esprit ce secteur vital au cours de la dernière année – notre deuxième en tant qu'organisation indépendante dont le siège est à Dakar, au Sénégal – alors que nous commencions à reconfigurer nos programmes afin de mieux répondre aux besoins des sociétés africaines. Ces nouvelles lignes de travail sont expliquées plus en détail ailleurs dans le présent rapport. Ici, ils sont seulement décrits brièvement.

Notre nouveau programme sur la démocratie et la société civile vise à assurer les conditions de la démocratie par le renforcement des capacités des organisations de la société civile. Notre programme sur le développement équitable soutient les efforts visant à encourager les entreprises africaines et à étendre les avantages de la croissance économique à tous les membres de la société. Et notre programme sur la philanthropie africaine vise a exploiter les formes traditionnelles et nouvelles de dons en Afrique pour faire avancer la démocratie et le développement et réduire la dépendance vis-à-vis des donateurs extérieurs.

Cette dernière année, nous avons également organisé des ateliers fructueux sur les coûts de la non-intégration, les défis de la religion et du pluralisme, les dynamiques de la migration et du développement économique, et le rôle de la philanthropie africaine. Nous avons approuvé 19 subventions de projets totalisant 1 257 756 dollars américains pour faire avancer les recommandations issues de ces rencontres. Nous avons également décerné 5 bourses de recherche, pour un total de 432 480 dollars américains, pour l'étude des climats d'affaires et d'investissement en Afrique, étant entendu que les bons types de croissance économique peuvent impulser une prospérité largement partagée.

A cet instant précis, le fils d'un économiste de l'Afrique vient d'être élu à la magistrature suprême en Amérique. Les graves défis politiques et économiques auxquels il est confrontés font qu'il est peu probable que l'Afrique va voir une augmentation spectaculaire de l'aide étrangère dans un avenir proche. Toutefois, l'élection de Barack Obama Jr. – un ancien organisateur communautaire, professeur de droit, et législateur – nous rappelle la pertinence profonde de la société civile ainsi que l'énorme promesse que notre vaste continent détient.

Nous espérons que vous resterez avec nous pendant que nous continuons à relever le défi, mais important voyage, de faire fructifier ce potentiel.

Gerry Salole
Président, Conseil d'administration

Akwasi Aidoo
Directeur exécutif, TrustAfrica

A New Day in Africa

Siegfried Modola/IRIN

Manoocher Deghati/IRIN

Dear Friends and Colleagues,

TrustAfrica came into being at a time of renewed optimism about the continent, a spirit not seen since the early days of independence. African governments had begun working together more closely than ever before to tackle shared concerns. Business leaders were reaching across borders to open markets, spur investment, and create jobs. And civil society organizations—from grassroots community groups to sophisticated advocacy campaigns and nonpartisan research institutes—were emerging as an increasingly significant force in public life. Yet there were daunting challenges this past fiscal year. One electoral crisis rocked Kenya, while a second was spiraling out of control in Zimbabwe. Deadly strife escalated in Algeria, Chad, Somalia, and Sudan. Even South Africa, a beacon of hope since the fall of apartheid, gave rise to mounting xenophobia.

These challenges are cause for concern. Yet we at TrustAfrica believe that Africans are still making headway toward achieving their three great aspirations: peace, democracy, and development. We would even argue that Africa, as a whole, is in better shape today than at any point in living memory. We say this because Africans are more engaged in civic life and democratic processes. The recent proliferation of civil society groups—notwithstanding efforts by cynical lawmakers to proscribe their work—can serve as a much-needed counterweight to government and business interests and help to secure peace and equitable development.

We kept this vital sector in mind this past year—our second as an independent organization headquartered in Dakar, Senegal—as we began to reconfigure our programs to better address the needs of African societies. These revised lines of work are explained more fully elsewhere in this report, so we will only describe them briefly here.
Our new Democracy and Civil Society program strives to secure the conditions for democracy by strengthening the capacity of civil society organizations. Our Equitable Development program supports efforts to foster African enterprise and extend the benefits of economic growth to all members of society. And our African Philanthropy program leverages new and traditional forms of African giving to advance democracy and development and minimize reliance on external donors.

This past year we also convened fruitful workshops on the costs of non-integration, the challenges of religion and pluralism, the dynamics of migration and economic development, and the role of African philanthropy. We approved 19 project grants totaling US$1,257,756 to advance the recommendations that emerged from these encounters. We also awarded five research grants, totaling US$432,480, for the study of business and investment climates in Africa, with the understanding that the right kinds of economic growth can fuel broadly shared prosperity.

As we write, the son of an African economist has just been elected to the highest office in America. The acute political and economic challenges he faces make it unlikely that Africa will see a dramatic increase in foreign assistance any time soon. However, the election of Barack Obama Jr.—a former community organizer, law professor, and legislator—reminds us of the profound relevance of civil society as well as the tremendous promise that our vast continent holds.

We hope you will stay with us as we continue the challenging, but important journey of bringing this potential to fruition.

Gerry Salole
Chairperson

Akwasi Aidoo
Executive Director

Une conception différente

TrustAfrica n'est pas seulement une nouvelle fondation. C'est une nouvelle vision de la fondation. Dirigée par des Africains dévoués au dialogue inclusif, elle innove dans son approche au développement et à la philanthropie en Afrique. Voici certaines des qualités qui la distingue des autres:

TrustAfrica est une institution africaine

- Contrairement à beaucoup de bailleurs, nous sommes enracinés dans le continent. Un personnel sur le terrain en plusieurs endroits stratégiques nous donne l'avantage d'être un observatoire de pointe sur les défis et opportunités auxquels l'Afrique est confrontée.
- Nous sommes dirigés par des Africains. Nos administrateurs et personnels, recrutés à travers toute l'Afrique et à l'étranger, rassemblent une grande expérience en matière de développement et de philanthropie et partagent un engagement sans faille pour la bonne gouvernance.

TrustAfrica aide les Africains à définir leur programme de développement

- Nous ne prenons pas nos indicateurs chez les bailleurs extérieurs. Nous ne forçons pas non plus notre propre agenda. Au contraire, nous organisons des ateliers qui permettent à des figures de proues de tout le continent de contribuer à notre stratégie de programme, en identifiant les besoins, définissant les priorités, développant des solutions et faisant des recommandations de financement.
- Nos ateliers ont attiré des centaines de visionnaires : universitaires, activistes, artistes, entrepreneurs et décideurs de toute l'Afrique et de la Diaspora. Nous avons donné plus de $8 millions de dollars US pour soutenir des dizaines de projets issus de nos consultations. Ces initiatives sont plus susceptibles d'êtres acceptées et d'avoir des impacts durables sur notre continent que les solutions toute faites imposées de l'extérieur.

TrustAfrica comble les lacunes en matière de financement

- Bien que les plus grands défis en Afrique aujourd'hui transcendent les frontières, la plupart des bailleurs continue de canaliser leurs financements par le biais de programmes nationaux. Nous accordons notre soutien aux projets de collaboration régionale qui peuvent aider à forger des solutions durables.
- Nous aidons les groupes de la société civile à relever les défis irréductibles en travaillant en équipe avec des pairs dans les pays voisins. Grâce à ces alliances, les organisations de la société civile peuvent s'enrichir de leurs expériences mutuelles et atteindre la masse critique nécessaire pour réaliser le progrès social.

Different by Design

Manoocher Deghati/IRIN; Siegfried Modola/IRIN; Tugela Ridley/IRIN; Courtesy of Urgent Action Fund-Africa

TrustAfrica is not just a new foundation. It's a new kind of foundation. Led by Africans with a devotion to inclusive dialogue, it brings a pioneering approach to development and philanthropy in Africa. These are a few of the qualities that set us apart:

TrustAfrica is an African institution

- Unlike most donors, we're rooted in the continent. With staff on the ground in several strategic locations, we have a prime vantage on the challenges and opportunities facing Africa.
- We're led by Africans. Our trustees and staff, recruited throughout Africa and abroad, share extensive experience in development and philanthropy and an unwavering commitment to good governance.

TrustAfrica helps Africans set the agenda for development

- We don't take our cues from external donors, nor do we push an agenda of our own making. Instead, we host workshops that allow leading figures from across the continent to shape our program strategy by identifying needs, setting priorities, crafting solutions, and making recommendations for funding.
- Our workshops have drawn hundreds of visionary scholars, activists, artists, entrepreneurs, and policy makers from across Africa and through out the diaspora. We've given more than US$8 million to support dozens of projects that grew out of these dialogues. These initiatives are more likely to win acceptance and make a lasting impact than ready-made responses imposed from abroad.

TrustAfrica addresses critical funding gaps.

- Although the toughest challenges in Africa today transcend borders, most donors still channel their funding through country-specific programs. We earmark our support for collaborative, regional projects that can help forge lasting solutions.
- We help civil society groups tackle intractable challenges by teaming up with peers in neighboring countries. Through such alliances, they can learn from each other's experiences and reach the critical mass needed to achieve positive social change.

Penny Tweedie/Panos Pictures

TrustAfrica is working to build a safe, free and prosperous future for all Africans, including these children from the islands of Lake Victoria.
TrustAfrica travaille pour la construction d'un futur sur, libre et prospère pour tous les Africains, y compris ces enfants des îles du Lac Victoria.

Notre approche

Nous avons la conviction, à TrustAfrica, que la collaboration entre institutions du continent africain offre les meilleures perspectives pour développer des solutions durables aux inextricables défis que posent la violence, la discrimination et l'isolement économique. Par le biais des rencontres convoquées pour identifier les mesures prioritaires, et à l'aide de subventions coopératives et de l'assistance technique, nous encourageons les institutions africaines à travailler ensemble pour un avenir sûr, libre et prospère.

Définition des priorités
Nous prenons en charge ces questions complexes en regroupant des intellectuels, des militants, des hommes d'affaires, des artistes, des fonctionnaires et autres leaders communautaires de l'ensemble du continent et de toute la diaspora. Ces échanges sérieux et imaginatifs permettent d'inviter les Africains à intervenir dans la définition de nos programmes et la conception de nos solutions. De notre point de vue, ces stratégies sont plus susceptibles d'être acceptées et d'avoir un impact durable que les réponses toutes faites imposées de l'extérieur.

Forger des partenariats
En cette ère de mondialisation, les problèmes les plus difficiles ont tendance à transcender les frontières nationales, il faudrait donc que les solutions en fassent de même. À TrustAfrica, nous estimons que c'est par la collaboration avec les pairs des pays voisins que les institutions locales pourront résoudre plus efficacement les problèmes sociaux. Grâce à ces alliances, les entrepreneurs sociaux peuvent s'inspirer des expériences des autres et atteindre la masse critique nécessaire pour réaliser le progrès social.

Mobilisation des ressources
Bien que TrustAfrica n'accepte pas les propositions spontanées, nous offrons des subventions à un nombre limité d'initiatives prometteuses qui émergent au cours de nos rencontres. Il s'agit, en général, de subventions destinées à des projets en commun qui fusionnent plusieurs stratégies (ex. : la recherche, le plaidoyer, le dialogue ou la créativité) et mettent en relation des organisations de divers pays et régions. A travers un fonds séparé, nous soutenons également la recherche sur le climat d'investissement et des affaires en Afrique. Parallèlement, nous espérons mobiliser des ressources supplémentaires en nous faisant l'écho de la voix des Africains auprès de la communauté de donateurs.

Renforcement des institutions
TrustAfrica offre également de petites subventions destinées au renforcement des capacités et visant à promouvoir une gestion cohérente, une gouvernance transparente, une communication efficace et des résultats durables au niveau des organisations non gouvernementales d'Afrique. Nous ne nous contentons pas de cultiver ces qualités chez les autres en fournissant une assistance technique, mais nous nous efforçons également de les mettre en application dans nos propres opérations.

Our Approach

Tiggy Ridley/IRIN

Ndiaga Seck/IRIN

At TrustAfrica, we believe that institutional collaboration across Africa offers the best hope for developing lasting solutions to such intractable challenges as violence, discrimination, and economic isolation. Through agenda-setting workshops, collaborative grants, and technical assistance, we help African institutions work together for a safe, free, and prosperous future.

Setting Priorities
We approach complex issues by convening scholars, activists, business professionals, artists, public officials, and other civic leaders from across the continent and throughout the diaspora. These thoughtful, imaginative workshops invite Africans to set our own agendas and craft our own solutions. In our view, such strategies are more likely to win acceptance and make a lasting impact than ready-made responses imposed from abroad.

Forging Partnerships
In this era of globalization, the toughest problems tend to transcend national boundaries; solutions should, too. At TrustAfrica, we believe that civic institutions can best tackle societal challenges by collaborating with peers in neighboring countries. Through such alliances, social entrepreneurs can learn from each other's experiences and reach the critical mass needed to achieve social change.

Mobilizing Resources
TrustAfrica does not accept unsolicited proposals. Instead, we make grants to a limited number of promising initiatives that emerge in our workshops. These major grants for collaborative projects tend to fuse multiple strategies (like research, advocacy, dialogue, or creativity) and connect organizations from different countries and regions. Through a separate fund, we also support research on the investment and business environment in Africa. At the same time, we expect to attract additional resources by amplifying African voices within the donor community.

Strengthening Institutions
TrustAfrica also makes small grants for capacity building to promote sound management, transparent governance, effective communication, and sustainable results among nongovernmental organizations in Africa. We not only cultivate these qualities in others, by providing technical assistance, but also strive to embody them in our own operations.

Christopher Reardon

Bishop Malusi Mpumlwana of South Africa shares his thoughts at a meeting of African religious leaders convened by TrustAfrica.
L'évêque Malusi Mpumlwana de l'Afrique du Sud partage ses idées lors d'une rencontre des leaders religieux africains organisée par TrustAfrica.

Démocratie et Société Civile

TrustAfrica s'évertue à assurer les conditions nécessaires à la démocratie en renforçant la capacité des organisations de la société civile.

À TrustAfrica, nous croyons que des citoyens actifs constituent un élément essentiel pour une société prospère, durable et démocratique. Le vote est typiquement la voie la plus visible pour les personnes désireuses de s'engager dans la vie publique, mais les élections seules, ne suffisent pas. Pour tenir les pouvoirs publics responsables, les citoyens ont besoin d'accéder à l'information sur les activités de l'Etat en temps opportun, ainsi que la liberté de se mettre ensemble pour plaider en leur nom propre. L'Etat, à son tour, a le devoir d'honorer leurs préoccupations et d'agir en conséquence de manière responsable.

Pourtant, dans de nombreuses régions de l'Afrique, des régimes supposément démocratiques excluent, marginalisent, ou réduisent le rôle de divers groupes sociaux et économiques. Ils engagent les citoyens de manière, en grande partie, symbolique, plutôt que de créer les conditions favorables à une participation réelle et significative des acteurs autonomes et compétents.

La récente prolifération d'organisations de la société civile en Afrique offre de grandes perspectives pour le renforcement de la démocratie. Cependant, les efforts de ces groupes sont souvent coupés court du fait de leur manque de coordination, de la duplication des efforts, des programmes concurrents, de leurs perceptions comme élitistes et de leur insuffisante transparence. Le secteur est aussi entravé par la pauvre collaboration entre les groupes travaillant aux niveaux nationaux, régionaux et continentaux; la forte dépendance vis à vis des bailleurs du nord; et les faiblesses institutionnelles qui rendent difficile le recrutement et le maintien de personnels compétents ainsi que le développement de stratégies de programme à moyen – et à long terme. Ce qui est d'autant plus gênant c'est la récente série d'efforts d'Etats visant à proscrire le travail des organisations de la société civile à travers des législations cyniques et oppressantes.

Stratégies

TrustAfrica cherche à renforcer la capacité des organisations de la société civile afin de préconiser la gouvernance démocratique et le développement équitable. Nous apportons notre appui à des groupes et à des coalitions qui travaillent en vue :

- de superviser la politique nationale sur des questions-clés – telles que la liberté d'association, la liberté d'expression, la libre circulation des personnes et la participation civique dans l'établissement des priorités de développement – et de mener des plaidoyers visant à protéger et à préserver le droit d'exercer ces libertés. Nous encourageons aussi les efforts visant à combattre les politiques qui suscitent la xénophobie et l'intolérance religieuse.
- d'engager les institutions régionaux afin d'améliorer l'application des normes et standards démocratiques, comme la Charte Africaine sur la Démocratie, les Élections et la Bonne Gouvernance.
- de renforcer leurs compétences de plaideurs et d'améliorer leur accès aux décideurs politiques. Nous apportons un appui financier et une assistance technique pour aider les organisations des pays ayant des démocraties particulièrement fragiles, ainsi que celles des pays en situation de post-conflit, afin d'atteindre les compétences requises.
- d'améliorer leur responsabilité et leur transparence et aussi d'élargir leurs groupes de soutien, en partie en faisant appel au secteur privé de l'Afrique comme allié potentiel dans le renforcement de la démocratie.

Activités

Notre travail concernant la société civile englobe plusieurs initiatives pilotes, dont une visant à renforcer les organisations régionales Africaines. Nous pensons que des entités comme l'Union du Maghreb Arabe (UMA), la Communauté des Etats Sahélo-Sahariens (CEN-SAD), le Marché Commun de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique Australe (COMESA), la Coopération en Afrique Orientale (CAO), la Communauté Economique des États de l'Afrique Centrale (CEEAC), la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement (IGAD), et la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) peuvent jouer un rôle essentiel dans l'amélioration du climat économique et la garantie d'une sécurité collective – à condition qu'elles soient ouvertes aux suggestions provenant des organisations de la société civile. Nous avons mené une étude, organisé des ateliers et avons établi des partenariats visant à réaliser cette vision.

Democracy and Civil Society

Tiggy Ridley/IRIN

Allan Gichigi/IRIN

TrustAfrica works to secure the conditions for democracy by strengthening the capacity of civil society organizations.

At TrustAfrica, we believe that an active citizenry is an essential part of a prospering, sustainable, and democratic society. Voting is typically the most visible way for people to engage in public life, but elections alone are not sufficient. To hold public officials accountable, citizens need timely access to information about the workings of government as well as the freedom to come together to advocate on their own behalf.

The state, in turn, has a duty to honor their concerns and act on them responsibly. Yet in many parts of Africa, nominally democratic regimes exclude, marginalize, or diminish the role of various social and economic groups. They engage citizens in ways that are largely symbolic, rather than allowing for the real and meaningful participation of autonomous and competent actors.

The recent proliferation of civil society organizations in Africa holds great promise for strengthening democracy, but these groups' efforts frequently fall short due to lack of coordination, duplication of efforts, competing agendas, perceptions of elitism, and insufficient transparency. The sector is also hampered by poor collaboration among groups working at the national, regional, and continental levels; heavy reliance on northern donors; and institutional weaknesses that make it difficult to recruit and retain skilled staff and to develop medium- and long-term program strategies. Even more troubling is the recent spate of government efforts to proscribe the work of civil society groups through cynical and oppressive regulations.

Giacomo Pirozzi/Panos Pictures

TrustAfrica believes that strengthening civil society organizations, like this grassroots group in Guinea, can help Africans build stable, prosperous, and democratic societies.
TrustAfrica estime que le renforcement des organisations de la société civile, tel ce groupe local en Guinée, peut aider les Africains à construire des sociétés stables, prospères et démocratiques.

Nous préparons aussi le lancement d' un centre de ressource pour la société civile à Addis-Abeba, en Ethiopie. Co-financé par le Open Society Institute, il est conçu pour fournir aux organisations de la société civile une assistance technique et un appui pour les voyages afin qu'ils puissent engager l'Union Africaine d'une façon plus efficace.

Notre partenariat pour renforcer la société civile au Libéria, une joint-venture avec Humanity United, fournit le financement, l'assistance technique et des opportunités d'apprentissage mutuel afin que les organisations de la société civile au Libéria puissent devenir de plus efficaces plaideurs pour la démocratie et le développement.

Notre initiative pour le pluralisme religieux cherche à renforcer le rôle de la religion dans la promotion du pluralisme, de la tolérance et du dialogue à travers l'Afrique. TrustAfrica est l'une des quelques sources d'appui indépendantes et laïques concernant le travail sur ces questions en Afrique. Bien que le véritable dialogue inter-religieux soit rare, nous voyons un réel potentiel pour l'avancement du développement et de la démocratisation par un engagement avec des groupes religieux.

Nous avons commencé à implanter un centre électronique pour l'échange de connaissances, d'expériences et de meilleures pratiques sur la gouvernance démocratique. Ce travail fait partie d'un effort conjoint impliquant le Open Society Institute, l'UNESCO, le CRDI, l'Institut Panos, et le CODESRIA.

Strategies

TrustAfrica seeks to build the capacity of civil society organizations to advocate for democratic governance and equitable development. We support groups and coalitions working to:

- Monitor national policies on key issues—including freedom of association, freedom of expression, free movement of people, and civic participation in setting development priorities—and conduct advocacy campaigns aimed at securing and safeguarding the right to exercise these freedoms. We also back efforts to combat policies that fuel xenophobia and religious intolerance.
- Engage regional institutions to improve the application of democratic norms and standards, such as the African Charter on Democracy, Elections, and Governance.
- Augment their advocacy skills and increase their access to policy makers. We provide financial support and technical assistance to help organizations in countries with particularly fragile democracies, as well as those in post-conflict countries, to attain requisite competencies.
- Improve their accountability and transparency and broaden their constituencies of support, in part by reaching out to Africa's private sector as a potential ally in strengthening democracy.

Activities

Our civil society work encompasses several flagship initiatives, including one aimed at strengthening African regional organizations. We believe that bodies like the AMU, CEN-SAD, COMESA, EAC, ECCAS, ECOWAS, IGAD, and SADC can play a vital role in improving the economic climate and ensuring collective security—provided they are open to input from civil society groups. We have conducted a study, convened workshops, and forged partnerships aimed at realizing this vision.

We are also preparing to launch a civil society resource center in Addis Ababa, Ethiopia. Co-funded by the Open Society Institute, it is designed to provide civil society organizations with technical assistance and travel support so they can engage the African Union in a more effective manner.

Our partnership to strengthen civil society in Liberia, a joint venture with Humanity United, provides funding, technical assistance, and peer-learning opportunities so that civil society organizations in Liberia can become more effective advocates for democracy and development.

Our religious pluralism initiative seeks to strengthen the role of religion in promoting pluralism, tolerance, and dialogue across Africa. TrustAfrica is one of the few independent, secular sources of support for work on these issues in Africa. Although genuine interfaith dialogue is rare, we see real potential to advance African development and democratization by engaging with religious groups.

We have begun to develop an electronic clearinghouse for sharing knowledge, experiences, and best practices on democratic governance. This work is part of a collaborative effort involving the Open Society Institute, UNESCO, IDRC, Panos, and CODESRIA.

Allan Gichigi/IRIN

Siegfried Modola/IRIN

Top: Journalists lead a silent protest through the streets of Nairobi, Kenya, to call attention to a bill that would take away basic press freedoms.
Des journalistes tenant une manifestation silencieuse dans les rues de Nairobi, au Kenya, pour attirer l'attention sur un projet de loi qui saperait les principes de base de la liberté de la presse.
Bottom: TrustAfrica prioritizes support for dialogue, research, and advocacy at the regional level—where exemplary governments and social movements can bring their influence to bear on countries in transition.
TrustAfrica met la priorité sur l'appui pour le dialogue, la recherche et le plaidoyer au niveau régional – où des gouvernements et des mouvements sociaux exemplaires peuvent exercer leur influence sur les pays en transition.

Développement Équitable

TrustAfrica soutient des initiatives en vue de promouvoir l'entreprise Africaine et d'étendre les bénéfices de la croissance économique à tous les membres de la société.

La vie et les moyens de subsistance des Africains sont façonnés dans une large mesure par la vitalité de son économie – comment faciliter aux travailleurs l'accès à des emplois rentables et par lesquels ils s'épanouissent, comment les entreprises peuvent facilement lever les obstacles bureaucratiques et trouver le capital nécessaire à leur croissance et comment globalement la prospérité est partagée. Les réformes au niveau national pourraient aller loin dans l'expansion de ces opportunités. Un investissement public plus significatif dans l'éducation et la formation, par exemple, pourrait développer une main-d'oeuvre plus productive et innovatrice, tandis que des législations plus claires et des structures légales plus cohérentes pourraient aider les petites et moyennes entreprises à émerger. Des institutions régionales et des politiques plus fortes qui reconnaissent l'importance du commerce informel et transfrontalier pourraient aussi stimuler le développement économique de manière à réduire la pauvreté.

Le rapport de l'Afrique à l'économie mondiale présente aussi de sérieux défis, comme le prouve son manque d'influence au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce. Bien que le continent abrite 13 pour cent de la population mondiale, il a à son actif moins de deux pour cent du commerce mondial et moins d'un pour cent des investissements mondiaux. Ces disparités reflètent non seulement la faiblesse de plusieurs de nos économies nationales, mais aussi de sévères inégalités et des rapports d'exploitation intrinsèques à l'économie mondiale. La stimulation de l'entreprise et de l'entreprenariat africains peut aider le continent à surmonter sa grande dépendance par rapport aux entreprises installées outre-mer.

Le consensus grandissant sur le fait que le continent a besoin "d'échange, et non d'aide" indique la voie à suivre. Déjà, l'économie de beaucoup de nations Africaines se développe à vive allure et les investisseurs commencent à voir le potentiel de leurs marchés boursiers et financiers. Quoique la création de nouvelles richesses soit un besoin critique, cela doit être fait de manière durable et équitable – de façon à réduire au minimum les impacts environnementaux et à étendre les bénéfices du développement à tous les membres de la société. L'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement et la réalisation d'une prospérité largement partagée nécessitera aussi des Etats qu'ils donnent la priorité à des secteurs tels que l'éducation et la santé, comme l'ont recommandé les initiatives de la société civile telles que la Campagne "15 % Maintenant!".

Stratégies

TrustAfrica apporte son appui à la recherche, à l'analyse et au plaidoyer pour :

- Identifier et atténuer les freins aux investissements publics et aux politiques produisant des bénéfices durables et équitables.
- Documenter et vulgariser les meilleures pratiques dans la promotion de l'investissement et le développement du secteur privé à travers l'Afrique.
- Harmoniser les politiques nationales en vue de stimuler le commerce régional et l'investissement.

Activités

Une de nos principales initiatives dans ce secteur vise à développer un climat plus favorable à l'investissement et un environnement plus fertile pour les affaires en Afrique à travers la recherche et la défense des droits. En partenariat avec le Centre de Recherches pour le Développement International (CRDI) et la Fondation pour l'Entreprise et le Développement Durable (FSED), nous accordons sur compétition des bourses de recherche, menons des ateliers de formation et développons des partenariats entre les écoles de commerce et les organisations du secteur privé afin de contribuer à un climat d'investissement et à un environnement des affaires durables et équitables en Afrique. Les chercheurs que nous soutenons dans le cadre de cette initiative nommée Fonds de Recherche sur le Climat d'Investissement et l'Environnement des Affaires (CIEA), analysent des questions telles que les législations et réformes dans les passations de marchés; les investissements et la gestion des entreprises; les chaînes d'approvisionnement et le secteur informel; les partenariats entre les

Equitable Development

Tiggy Ridley/IRIN

Tugela Ridley/IRIN

Christopher Reardon

TrustAfrica supports initiatives to foster African enterprise and extend the benefits of economic growth to all members of society.

The lives and livelihoods of Africa's people are shaped to a great extent by the vitality of its economy—how easily workers can find gainful and fulfilling employment, how readily businesses can clear bureaucratic hurdles and find capital to grow, and how broadly prosperity is shared. Reforms at the national level could go a long way in expanding these opportunities. Greater public investment in education and training, for example, could cultivate a more productive and innovative workforce, while clearer regulations and more coherent legal frameworks could help small and medium-sized enterprises get off the ground. Stronger regional institutions and policies that recognize the significance of informal and cross-border trade could also spur economic development in ways that alleviate poverty.

Africa's relationship to the global economy also presents acute challenges, as evidenced by its lack of influence within the World Trade Organization. Although the continent is home to 13 percent of the world's population, it commands less than two percent of world trade and less than one percent of global investment. These disparities reflect not only the small scale of many of our national economies, but also severe inequalities and exploitative relationships embedded in the global economy. Fostering African enterprise and entrepreneurship can help the continent overcome its heavy reliance on businesses rooted overseas.

The mounting consensus that the continent needs "trade, not aid" points the way forward. Already many African nations are growing their economies at a rapid pace, and investors are beginning to see the promise their stock exchanges and capital markets hold. While creating new wealth is critical, it must be done sustainably and equitably—in ways that minimize environmental impacts and extend the benefits of development to all members of society. Realizing the Millennium Development Goals and achieving broadly shared prosperity will also require governments to prioritize such areas as education and health, as recommended by civil society initiatives like the "15% Now!" Campaign.

Ami Vitale/Panos Pictures

TrustAfrica believes the growth of small and medium-sized enterprises, such as this ice cream vendor in Tanzania, will drive economic growth and prosperity in Africa.
TrustAfrica estime que la croissance des petites et moyennes entreprises, comme ce vendeur de crème glacée en Tanzanie, sera le moteur de la croissance économique et la prospérité en Afrique.

secteurs public et privé; les marchés financiers et les investissements étrangers directs; l'énergie et la pauvreté en zones rurales; ainsi que la création et la croissance d'entreprises de jeunes et de femmes. Pour une liste des gagnants, voir page 36.

Nous apportons aussi un appui financier et une assistance technique aux organisations de la société civile qui plaident pour des politiques de développement équitables, des réformes économiques qui améliorent la sécurité humaine et des termes plus favorables pour le commerce international et mondial. Un de nos bénéficiaires est en train de mener une recherche et un plaidoyer sur la Communauté de l'Afrique de l'Est. Cette étude porte sur l'économie politique des fédérations. Un autre travaille sur le renforcement des capacités des organisations de la société civile afin d'engager les médias sur les questions d'intégration africaine liées au débat sur les Accords de Partenariats Économiques proposés avec l'Union Européenne.

TrustAfrica a aussi soutenu un réseau de six principaux établissements en Afrique du Sud, au Ghana, au Kenya, en Ethiopie et en Egypte qui mènent la recherche et le plaidoyer nécessaire pour aligner les politiques économiques à travers leurs différentes sous-régions – en mettant l'accent sur un commerce équitable, des investissements sous-régionaux, et une libre circulation de simples citoyens. Ce réseau permet aux grands et petits pays (comme le Sénégal et la Gambie, ou l'Afrique du Sud et le Lesotho) d'aligner leur commerce et investissements transfrontaliers et de coordonner judicieusement leurs réponses aux tendances du commerce et des investissements mondiaux.

Dans un effort d'aider les pays Africains à stopper les coûts sanitaires et sociaux du VIH/SIDA et à reconstruire leurs économies, nous sommes en train d'élaborer une initiative destinée à renforcer l'engagement de l'Afrique auprès des institutions mondiales engagées dans la lutte contre le VIH/SIDA et par la même occasion, stimuler une réponse continentale à l'épidémie. Ce travail démontre que, bien que l'Afrique soit la région la plus affectée du monde, elle est aussi celle qui a le moins d'influence dans le développement et la mise en oeuvre des politiques et des décisions visant à contrôler le VIH/SIDA.

Strategies

TrustAfrica supports research, analysis, and advocacy to:

- Identify and mitigate barriers to public investments and policies that produce sustainable and equitable benefits.
- Document and disseminate best practices in investment promotion and private-sector development across Africa.
- Harmonize national policies to stimulate regional trade and investment.

Activities

One of our core initiatives in this area aims to cultivate a more favorable investment climate and a more fertile business environment in Africa through research and advocacy. In partnership with the International Development Research Center (IDRC) and the Foundation for Sustainable Enterprise and Development (FSED), we award competitive research grants, conduct training workshops, and forge partnerships between business schools and private-sector organizations to contribute to a sustainable and equitable investment climate and business environment in Africa. The researchers we support through this initiative, known as the Investment Climate and Business Environment (ICBE) Research Fund, are analyzing such issues as regulation and reform in procurement; investment and corporate governance; supply chains and the informal sector; public and private sector partnerships; capital markets and foreign direct investments; energy and poverty in rural areas; and the creation and growth of youth and women enterprises. For a list of winners, see page 37.

We also provide financial support and technical assistance to civil society organizations that advocate for equitable development policies, economic reforms that improve human security, and more favorable terms for international and global trade. One of our grantees is conducting research and advocacy on the East African Community, focusing on the political economy of federation. Another is working to build the capacity of civil society groups to engage the media on issues of African integration related to the debate on the proposed Economic Partnership Agreements with the European Union.

TrustAfrica has also supported a network of six leading institutions in South Africa, Ghana, Kenya, Ethiopia, and Egypt that are conducting the research and advocacy needed to align economic policies across regions—with an emphasis on fair trade, regional investment, and the free movement of private citizens. This network enables countries large and small (like Senegal and Gambia, or South Africa and Lesotho) to align their cross-border trade and investment and judiciously coordinate their responses to global trade and investment trends.

In an effort to help African countries to stem the health and social costs of HIV/AIDS and rebuild their economies, we are mounting an initiative to strengthen African engagement with the global HIV/AIDS establishment and thereby foster a continental response to the epidemic. This work recognizes that while Africa is the world's hardest-hit region, it carries the least influence in the development and implementation of policies and decisions to control HIV/AIDS.

George Osodi/Panos Pictures

TrustAfrica supports smarter trade and investment policies, plus overdue regulatory reforms, that together will help unleash the continent's enterprising spirit.
TrustAfrica soutient des politiques commerciales et d'investissement plus intelligentes, ainsi que des réformes de la réglementation tant attendues, qui, ensemble, vont contribuer à libérer l'esprit d'entreprise du continent.

Philanthropie Africaine

TrustAfrica veut mettre à profit les formes nouvelles et traditionnelles de dons des Africains pour l'avancement de la démocratie et du développement et pour réduire au minimum la dépendance vis-à-vis des bailleurs externes.

La lutte épique de l'Afrique pour l'indépendance est l'une des réalisations humaines les plus remarquables du siècle dernier. Cependant, l'accession à la souveraineté formelle était juste un premier pas vers la réalisation de la paix, de la démocratie et du développement. Bien que le colonialisme soit mort, la dépendance continue vis-à-vis de l'argent provenant de l'étranger affaiblit constamment la capacité des Africains à établir leurs propres priorités et politiques de développement. Les bailleurs étrangers, des institutions financières mondiales aux gouvernements nationaux en passant par les fondations privées, exercent toujours un pouvoir considérable sur tout le continent. Les programmes d'ajustement structurels menés par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, par exemple, établissent des conditions strictes pour les pays sollicitant de nouveaux prêts ou des taux d'intérêt moins élevés. Même les bailleurs les plus significatifs manifestent des formes subtiles et involontaires d'influence sur les institutions étatiques et les organisations de la société civile qu'ils soutiennent.

Cultiver le développement de ressources philanthropiques indigènes peut contribuer à réduire l'influence de ces bailleurs externes. L'Afrique est déjà la terre d'une culture profondément enracinée de dons et de soutien mutuel, quoique cela fonctionne surtout aux niveaux familial et communautaire. Les efforts destinés à redynamiser ces traditions et à étendre leur portée, pourraient donner aux organisations de la société civile une influence plus importante auprès des bailleurs d'outre-mer ainsi qu'aux Etats méfiants de chez nous. En même temps, la forte croissance économique dans beaucoup de parties de l'Afrique crée de nouvelles poches de richesse. Avec ces dernières est arrivée une nouvelle génération de philanthropes africains et un nouveau groupe d'institutions philanthropiques formelles – telles que les entreprises, les fondations privés et communautaires – qui peuvent jouer un rôle essentiel dans le soutien aux initiatives africaines pour une gouvernance démocratique et un développement équitable.

Stratégies

TrustAfrica cherche à aligner les ressources philanthropiques externes avec les agendas de l'Afrique et aussi à développer les ressources indigènes qui soutiennent les propres priorités du continent pour la démocratie et le développement. Nous accordons aussi des financements et une assistance technique pour :

- Renforcer et vulgariser les connaissances sur le rôle et le potentiel de la philanthropie à travers la recherche, des publications et des rencontres.
- Faciliter la collaboration entre les institutions philanthropiques Africaines pour l'avancement de la démocratisation et pour réduire au minimum la dépendance des organisations de la société civile par rapport aux bailleurs externes.

Activités

Un de nos principaux efforts dans ce secteur a été de développer une série de publications évaluant la situation de la philanthropie en Afrique. Prévu pour démarrer en début 2009, cet effort se penche sur les fondements théoriques, philosophiques, culturels et historiques de ce secteur et explore leur rapport à la société civile, à l'Etat, aux organisations régionales et aux Africains de la diaspora.

African Philanthropy

Anthony Morland/IRIN

TrustAfrica leverages new and traditional forms of African giving to advance democracy and development and to minimize reliance on external donors.

Africa's epic struggle for independence is one of the most remarkable human achievements of the last century, but winning formal sovereignty was only a first step toward achieving peace, democracy, and development. Although colonialism is dead, continued reliance on money from abroad consistently weakens Africans' ability to set their own priorities and policies for development. Foreign donors, from global financial institutions to national governments to private foundations, still wield considerable power throughout the continent. Structural adjustment programs directed by the World Bank and the International Monetary Fund, for example, set strict conditions for countries seeking new loans or lower interest rates. Even the most well-meaning funders exert subtle and unintentional forms of influence over the state institutions and civil society groups they support.

Cultivating indigenous philanthropic resources can help offset the influence of these external donors. Africa is already home to a deep-rooted culture of giving and mutual support, though it operates mostly at the family and community levels. Efforts to reenergize these traditions, and extend their reach, could give civil society organizations greater leverage with funders overseas as well as wary governments here at home. At the same time, strong economic growth in many parts of Africa is creating new pockets of wealth. With them has come a new generation of African philanthropists and a new set of formal philanthropic institutions—including corporate, private, and community foundations—that can play a vital role in sustaining African initiatives for democratic governance and equitable development.

Strategies

TrustAfrica seeks to align external philanthropic resources with African agendas as well as to cultivate indigenous resources that support the continent's own priorities for democracy and development. We provide

Giacomo Pirozzi/Panos Pictures

TrustAfrica believes that Africans should work together to leverage resources and shape the agenda for advancing democracy and development on the continent.
TrustAfrica estime que les Africains doivent travailler ensemble pour tirer profit des ressources et définir l'agenda pour faire avancer la démocratie et le développement sur le continent.

Nous avons aussi soutenu des travaux de recherches sur le terrain portant sur les fondations communautaires et nous avons organisé des ateliers et des conférences pour faciliter l'émergence d'un réseau philanthropique panafricain. Parmi les participants, nous pouvons citer le Fonds des Femmes Africaines pour le Développement, la Fondation de la Société Civile, la Fondation Kenyane pour le Développement Communautaire, la Fondation Mozambicaine pour le Développement Communautaire, le "Southern Africa Trust", la Fondation Uthungulu pour le Développement Communautaire et la Fondation Youssou Ndour.

Entre-temps, nous avons travaillé pour augmenter les ressources philanthropiques pour l'expression créatrice et pour développer le rôle civique des auteurs à travers un fonds spécial qui soutient le travail d'auteurs créatifs indépendants vivant sur le continent. Cet investissement tient compte du rôle essentiel que les poètes et les romanciers jouent en Afrique en prévoyant et en reflétant les forces culturelles, économiques et politiques qui structurent et restructurent continuellement nos sociétés.

funding and technical assistance to:

- Build and disseminate knowledge about the role and potential of philanthropy through research, publications, and convenings.
- Facilitate collaboration among African philanthropic institutions to advance democratization and to minimize the dependence of civil society organizations on external donors.

Activities

One of our first major efforts in this area has been to develop a publication series assessing *The State of Philanthropy in Africa.* Slated to debut in early 2009, it reflects on theoretical and philosophical as well as historical and cultural underpinnings of the field and explores its relation to civil society, the state, regional organizations, and Africans in the diaspora.

We have also supported field research on community foundations and convened workshops and conferences to facilitate the emergence of a pan-African philanthropic network. Participants include the African Women's Development Fund, Foundation for Civil Society, Kenya Community Development Foundation, Mozambique Community Development Foundation, Southern Africa Trust, Uthungulu Community Development Foundation, and Youssou Ndour Foundation.

Meanwhile, we have worked to leverage philanthropic resources for creative expression and enhance the civic role of writers through a special fund that supports the work of independent creative writers living on the continent. This investment recognizes the vital role that poets and novelists play in Africa by anticipating and reflecting the cultural, economic, and political forces that continuously shape and reshape our societies.

Allan Gichigi/PIN

Women line up to be tested for HIV at a voluntary counseling center in Kenya, where prevalence rates have declined in recent years.
Les femmes font la queue pour le dépistage du VIH-SIDA devant un centre d'assistance sociale au Kenya, où la prévalence du virus est en baisse.

Rencontres

Le système d'attributions de subventions de TrustAfrica est fortement influencé par la contribution des Africains et de la diaspora. Avant de solliciter des propositions, nous rassemblons d'abord universitaires, activistes, professionnels des affaires, artistes, autorités publiques et autres chefs communautaires pour identifier les opportunités et les besoins pressants. Cette année, nous avons tenu deux importants ateliers et co-sponsorisé deux autres rencontres avec des institutions partenaires.

Atelier sur le Coût de la Non-Intégration en Afrique (18–20 juin 2007)
Moins de deux semaines avant le soi-disant « Grand Débat » (le Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) tenu à Accra, Ghana), TrustAfrica a tenu ses propres assises à Marrakech, au Maroc, en présence de diverses organisations et personnalités, parmi lesquelles des intellectuels de premier plan, des chefs de file de la société civile, et des acteurs du développement.

Etant donné la multiplicité des autres urgences régionales, l'atelier a donné lieu à de vives discussions sur la pertinence ou non, de discuter du coût de la non-intégration de l'Afrique. Dans ses conclusions, l'atelier de TrustAfrica, à l'instar d'autres réunions récemment tenues par des organisations de la société civile (OSC) à travers le continent, a retenu que les actions entreprises en Afrique en faveur de l'intégration régionale et d'un Gouvernement d'Union devraient faire l'objet de consultations et être impulsées par les Africains eux-mêmes.

Atelier sur Relever le Défi de la Religion et du Pluralisme en Afrique (10–12 juillet 2007)
Ayant réuni 30 personnes parmi lesquelles des chefs religieux, des chercheurs et autres experts en provenance de 12 pays africains et de la diaspora, l'atelier s'est fixé pour objectif d'étudier le rôle de la religion en Afrique, par rapport au pluralisme et à la tolérance. Les participants étaient issus des communautés religieuses chrétienne, musulmane, Baha'i, hindouiste et des religions traditionnelles africaines.

L'atelier s'inscrit dans le cadre d'une initiative de TrustAfrica sur la Religion et le Pluralisme qui vient en soutien aux efforts des chefs religieux, des chercheurs et des praticiens africains pour la promotion de la tolérance et du pluralisme dans tout le continent. Les discussions se sont déroulées dans le cadre de groupes de travail et ont porté sur trois axes principaux : (1) faire entendre la voix des croyants marginalisés; (2) promouvoir le dialogue interreligieux ; et (3) soutenir les efforts des chefs religieux pour renforcer la paix et l'inclusion sociale en Afrique.

Atelier sur le Rôle de la Philanthropie en Afrique (4–9 fevrier 2008)
En rapport avec notre initiative sur la Situation de la Philanthropie en Afrique, nous avons co-organisé une conférence sur " l'Impact du Financement : les Partenariats, Réseaux et Collaborations " avec le Groupe Distinctif des Bailleurs Africains, qui tenait sa séance annuelle de réflexion à Johannesburg, en Afrique du Sud. La conférence et la séance annuelle ont attiré plus de 100 participants et ont inclus des visites de plusieurs sites, parmi lesquelles une aux organisations philanthropiques de Greater Rustenburg.

Atelier sur Migration et Développement Economique en Afrique (17–19 mars 2008)
La migration est, au niveau mondial, l'une des questions majeures du 21ème siècle, avec de nos jours davantage de personnes en mouvement qu'à tout autre moment de l'histoire de l'humanité. Près de 192 millions de personnes – ou trois pour cent de la population mondiale – vivent hors de leur lieu de naissance. Considérant la tendance actuelle et le contexte de la mondialisation, il y a un besoin d'analyser les relations entre la migration internationale et le développement. Nous avons donc organisé un atelier sur migration et développement économique en Afrique de concert avec l'Organisation Internationale des Migrations et l'Institut Africain de Développement Economique et de planification.

Tenu à Dakar, la rencontre a rassemblé représentants de gouvernements et d'organisations régionales africains mais aussi des chercheurs et membres de la société civile. Les participants ont réfléchi sur les moyens d'intégrer la migration dans les plans de développement national et les documents de stratégies de réduction de la pauvreté qui abordent les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Ils ont aussi cherché à identifier les outils et méthodologies appropriés pour développer des approches nationales et régionales, à conscientiser davantage sur la relation entre la mobilité des populations et le changement climatique, et à trouver des moyens de renforcer la contribution des personnes de la diaspora africaine au développement de leurs communautés et pays d'origine.

Workshops

Manoocher Deghati/IRIN

Jacob Silberberg

TrustAfrica's grant making is shaped to an unprecedented degree by people around the continent and among the diaspora. Before inviting proposals, we first bring together scholars, activists, business professionals, artists, public officials, and other civic leaders to identify salient needs and opportunities. This year we convened two major workshops and cosponsored two additional gatherings with some of our partner institutions.

Workshop on the Cost of Non-integration in Africa (June 18–20, 2007)
Less than two weeks before the so-called Grand Debate—the Accra Summit of Heads of State and Government of the African Union (AU) in Ghana—TrustAfrica organized a historic gathering of its own in Marrakech, Morocco, bringing together a diverse set of organizations and individuals, including scholars, civil society leaders, and development practitioners.

The workshop sparked a lively debate over whether it was appropriate, in the face of many other pressing regional issues, to be discussing the cost of non-integration in Africa. In line with other recent meetings organized by civil society organizations across the continent, participants concluded that continental processes intended to achieve regional integration and Union Government should be consultative and people-driven; and that free movement and African citizenship are essential in attaining a united Africa.

Workshop on Meeting the Challenge of Religion and Pluralism in Africa (July 10–12, 2007)
The workshop brought together 30 religious leaders, scholars, and other experts from 12 African countries and the diaspora to explore the role of religion in Africa as it relates to issues of pluralism and tolerance. The participants included members of Christian, Muslim, Bahá'í, Hindu, and indigenous African faith communities.

The workshop was part of our Religion and Pluralism initiative, which supports efforts by African religious leaders, scholars, and practitioners to promote tolerance and pluralism throughout the continent. Discussions were organized mainly in small group sessions and addressed three primary issues: (1) amplifying the voices of marginalized believers; (2) promoting interfaith dialogue; and (3) assisting efforts by religious leaders to build peace and social inclusion in Africa.

Workshop on the Role of Philanthropy in Africa (February 4–9, 2008)
In connection with our initiative on the State of Philanthropy in Africa, we co-hosted a conference on "Funding Impact: Partnerships, Networks and Collaborations" with the African Grantmakers' Affinity Group, which was holding its annual retreat in Johannesburg, South Africa. The conference and retreat drew more than 100 participants and included several field visits, including one to community foundations in Greater Rustenburg.

Workshop on Migration and Economic Development in Africa (March 17–19, 2008)
Migration is one of the defining global issues of the twenty-first century, with more people on the move than at any other point in human history. Some 192 million people, or roughly three percent of the world's population, live outside their place of birth. Given the current direction and character of globalization, there is a need to address the relationships between international migration and development. We therefore convened a workshop on migration and economic development in Africa in concert with the International Organization for Migration and the African Institute for Economic Development and Planning.

Held in Dakar, the gathering brought together officials from African governments and regional organizations as well as researchers, experts and members of civil society. Participants reflected on ways to integrate migration in national development plans and Poverty Reduction Strategy Papers that address the Millennium Development Goals. They also worked to identify tools and methodologies for developing appropriate national and regional approaches; to heighten awareness of the relationship between population mobility and climate change; and to find ways to reinforce the contribution of the people in the African diaspora to the development of their communities and countries of origin.

Informations financieres

1 avril 2007 – 31 mars 2008

Lorsque TrustAfrica a entamé sa seconde année comme organisation indépendante, nous avons décidé de renforcer et de soutenir les systèmes et pratiques comptables. Nous restons fermes dans notre conviction que des pratiques de gestion prudentes et en temps opportun sont essentielles pour des organisations de la société civile comme la nôtre. Nous le devons à nos bailleurs de fonds, partenaires et bénéficiaires – et à la population de l'Afrique, au nom de laquelle nous travaillons – à faire preuve du même niveau d'ouverture et de responsabilité que nous défendons. Et, ce faisant, nous pouvons obtenir de meilleurs résultats dans notre programme de travail.

Nous nous sommes cette année encore tournés vers Racine, membre de Ernst & Young, pour vérifier nos registres ainsi que les procédures que nous utilisons pour suivre et rendre compte de nos revenus et dépenses. Nous sommes heureux de vous présenter un résumé de notre audit des comptes dans les pages qui suivent. Une version complète est disponible sur notre site web à : www.trustafrica.org/auditeur2008.

Notre situation financière a connu une croissance nettement plus forte cette année, portée en grande partie par notre réussite dans la mobilisation de fonds supplémentaires auprès de fondations privées. Bien qu'ayant alloué un peu moins de subventions que dans l'exercice précédent, nous avons réuni un plus grand nombre de parties prenantes africaines lors d'ateliers sur des sujets d'actualité, et nous nous attendons à ce que cela se traduise par un dialogue continu et une augmentation des subventions dans l'année à venir.

Nonobstant la crise financière mondiale, nos priorités supplémentaires seront de mettre sur pied un fonds de dotation et d'accroître notre soutien provenant de particuliers vivant sur le continent et dans l'ensemble de la diaspora. Nous remercions tous ceux d'entre vous qui ont déjà contribué à ces efforts, et nous espérons gagner le soutien de beaucoup d'autres dans les mois à venir.

Adhiambo Odaga
Trésorière, Conseil d'Administration

Financial Information

1 April 2007 – 31 March 2008

As TrustAfrica entered its second year as an independent organization, we set out to strengthen and sustain our accounting systems and practices. We remain steadfast in our belief that prudent and timely administration and management practices are essential for civil society organizations such as ours. We owe it to our funders, partners, and grantees—and to the people of Africa, on whose behalf we work—to demonstrate the same level of openness and accountability we espouse. And in doing so, we can achieve better results in our programmatic work.

We turned again this year to Racine, a member of Ernst & Young, to review our ledgers as well as the procedures we use to track and report our income and expenses. We are pleased to present a summary of our audited accounts in the pages that follow. A complete version is available on our website at www.trustafrica.org/audit2008.

Our financial position has grown considerably stronger this year, driven largely by our success in raising additional funds from private foundations. Although we awarded slightly fewer grants than in the previous fiscal year, we brought together a greater number of African stakeholders for workshops on timely issues, and we expect this to translate into continued dialogue and increased grant making in the year ahead.

The unfolding global financial crisis notwithstanding, additional priorities will be to build an endowment and to increase our support from individuals on the continent and throughout the diaspora. We thank all of you who have already contributed to these efforts, and look forward to winning the support of many others in the coming months.

Adhiambo Odaga
Treasurer, Board of Trustees

Rapport d'audit sur les etats financiers

Exercice clos le 31 mars 2008

A l'attention du Conseil d'Administration, TrustAfrica

Rapport sur les états financiers
Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de TrustAfrica comprenant le bilan au 31 mars 2008 et le compte de résultat, ainsi que les notes annexes.

Responsabilité de la direction dans l'établissement et la présentation des états financiers
La direction est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de ces états financiers, conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans la note 3. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère d'états financiers ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs ; le choix et l'application de méthodes comptables appropriées, ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Responsabilité de l'auditeur
Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces états financiers sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes internationales d'audit. Ces normes requièrent de notre part de nous conformer aux règles d'éthique et de planifier et de réaliser l'audit pour obtenir une assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournies dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, de même que l'évaluation du risque que les états financiers contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. En procédant à ces évaluations du risque, l'auditeur prend en compte le contrôle interne en vigueur dans l'entité relatif à l'établissement et la présentation sincère des états financiers afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité de celui-ci. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Opinion
A notre avis, les états financiers donnent une image fidèle de la situation financière de TrustAfrica au 31 mars 2008, ainsi que de ses résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux règles et méthodes comptables décrites dans la note 3.

Makha Sy
Associé

Le 30 juin 2008

Racine
Membre d'Ernst & Young
22, Rue Ramez Bourgi
BP 545
Dakar/Senegal

Independent Auditor's Report

Year ended 31 March 2008

To: Board of Trustees, TrustAfrica

Report on the Financial Statements
We have audited the accompanying financial statements of TrustAfrica, which comprise the balance sheet as of March 31, 2008, and the income statement for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory notes.

Management's responsibility for the Financial Statements
Management is responsible for the preparation and fair presentation of these financial statements in accordance with the accounting principles described in note 3. This responsibility includes: designing, implementing and maintaining internal control relevant to the preparation and fair presentation of financial statements that are free from material misstatement, whether due to fraud or error; selecting and applying appropriate accounting policies; and making accounting estimates that are reasonable in the circumstances.

Auditor's responsibility
Our responsibility is to express an opinion on these financial statements based on our audit. We conducted our audit in accordance with International Standards on Auditing. Those standards require that we comply with ethical requirements and plan and perform the audit to obtain reasonable assurance whether the financial statements are free from material misstatement.

An audit involves performing procedures to obtain audit evidence about the amounts and disclosures in the financial statements. The procedures selected depend on the auditor's judgment, including the assessment of the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error. In making those risk assessments, the auditor considers internal control relevant to the entity's preparation and fair presentation of the financial statements in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the entity's internal control. An audit also includes evaluating the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates made by management, as well as evaluating the overall presentation of the financial statements.

We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis of our audit opinion.

Opinion
In our opinion, the financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of TrustAfrica as of March 31, 2008, and the results of its operations for the year then ended in accordance with the accounting principles described in note 3.

Makha Sy
Partner, Racine
(Member of Ernst & Young)
22, Rue Ramez Bourgi
BP 545
Dakar/Senegal

June 30, 2008

Bilan Financier (résumé)

1 avril 2007 – 31 mars 2008

AVOIRS	USD 31 mars 2008	USD 31 mars 2007
Avoirs actuels		
Liquide et équivalents Liquide	7 323 261	3 434 233
Débits	10 600	1 302
Dépenses prépayées et autres	29 470	34 468
Autres comptes clients	1 393	1 891
Total avoirs actuels	**7 364 724**	**3 471 894**
Avoirs non-actuels		
Immobilisations fixes	201 763	243 656
Total avoirs	**7 556 487**	**3 715 550**

PASSIFS & FONDS PROPRES		
Passif actuel		
Comptes exigible	34 063	37 472
Charges constatées par régularisation	26 203	9 792
Subvention exigible	2 346 953	2 144 500
Total passif actuel	**2 407 219**	**2 191 764**
FONDS PROPRES		
Fonds propres	1 523 786	344 119
Revenu Net	3 635 483	1 179 667
Total fonds propres	**5 159 269**	**1 523 786**
Total passifs et Equilibre de fonds	**7 566 487**	**3 715 550**

Balance Sheet (Summary)

1 April 2007 – 31 March 2008

ASSETS	USD 31 March 2008	USD 31 March 2007
Current assets		
Cash and cash equivalents	7,323,261	3,434,233
Accounts receivable	10,600	1,302
Prepaid expenses and other	29,470	34,468
Other receivables	1,393	1,891
Total current assets	**7,364,724**	**3,471,894**
Non current assets		
Fixed assets	201,763	243,656
Total assets	**7,556,487**	**3,715,550**

LIABILITIES & EQUITY		
Current liabilities		
Accounts payable	34,063	37,472
Accrued expenses	26,203	9,792
Grants payable	2,346,953	2,144,500
Total current liabilities	**2,407,219**	**2,191,764**
EQUITY		
Equity	1,523,786	344,119
Net income	3,635,483	1,179,667
Total equity	**5,159,269**	**1,523,786**
Total liabilities and equity	**7,566,487**	**3,715,550**

Déclaration de Revenus

REVENU	USD 31 mars 2008	USD 31 mars 2007
Contributions individuelles	8 096	18 511
Subventions des fondations et sociétés	6 550 091	3 981 776
Voyages offerts	18 122	–
Revenu d'investissement	243 035	76 666
Revenu total	**6 819 344**	**4 076 953**
DÉPENSES		
Subventions	(1 671 186)	(2 144 500)
Séminaires/Assistance technique	(328 336)	(133 758)
Salaires & autres dépenses	(500 852)	(146 720)
Contributions plan de retraite	11 640	(11 640)
Autres bénéfices pour employés	(66 226)	(41 052)
Taxes Feuilles de paie	(16 141)	(29 678)
Consultants & frais de professionnels	(266 794)	(160 242)
Réunions	–	(484)
Dépenses feuilles de paie	(342)	–
Fournitures	(29 661)	(17 932)
Télécommunications	(13 615)	(6 707)
Affranchissements & livraisons	(9 943)	(1 249)
Dépenses occupation	(89 213)	(69 497)
Equipement & maintenance	(15 222)	(15 642)
Impressions & publications	(27 154)	(11 385)
Voyage	(11 117)	(17 640)
Conférences & rencontres	(62 505)	(7 007)
Depreciation & amortissement	(43 365)	(21 191)
Assurance-général	(6 132)	(2 851)
Cotisations adhésions	(2 249)	–
Frais bancaires & coûts	(8 237)	(13 392)
Autres dépenses	(23 211)	(30)
Recrutement personnel et réinstallation	(4 000)	(44 689)
Dépenses total	**(3 183 861)**	**(2 897 286)**
Excédent de contribution	**3 635 483**	**1 179 667**

L'ensemble des Etats Financiers audités de TrustAfrica est disponible à www.trustafrica.org/auditeur2008

Income Statement

INCOME	USD 31 March 2008	USD 31 March 2007
Individual contributions	8,096	18,511
Corporate and foundation grants	6,550,091	3,981,776
Donated travel	18,122	–
Investment income	243,035	76,666
Total income	**6,819,344**	**4,076,953**
EXPENSES		
Grants	(1,671,186)	(2,144,500)
Workshops/technical assistance	(328,336)	(133,758)
Salaries and other expenses	(500,852)	(146,720)
Pension plan contributions	11,640	(11,640)
Other employee benefits	(66,226)	(41,052)
Payroll taxes	(16,141)	(29,678)
Consultants & professional fees	(266,794)	(160,242)
Workshops	–	(484)
Payroll expenses	(342)	–
Supplies	(29,661)	(17,932)
Telecommunication	(13,615)	(6,707)
Postage & delivery	(9,943)	(1,249)
Occupancy expense	(89,213)	(69,497)
Equipment & maintenance	(15,222)	(15,642)
Printing & publications	(27,154)	(11,385)
Travel	(11,117)	(17,640)
Conference & meetings	(62,505)	(7,007)
Depreciation & amortization	(43,365)	(21,191)
Insurance general	(6,132)	(2,851)
Membership dues	(2,249)	–
Bank charges & fees	(8,237)	(13,392)
Other expenses	(23,211)	(30)
Staff recruitment and relocation	(4,000)	(44,689)
Total expenses	**(3,183,861)**	**(2,897,286)**
Excess of contribution	**3,635,483**	**1,179,667**

TrustAfrica's complete audited financial statement is available online at www.trustafrica.org/audit2008

Mobilisation de fonds

Notre principal bailleurs est la Fondation Ford, mais nous avons commencé à diversifier nos ressources avec des subventions venant d'autres bailleurs institutionnels qui sont engagés à renforcer les institutions africaines qui travaillent sur des questions régionales et sous régionales.

Nous avons aussi commencé à recevoir des contributions venant de bailleurs individuels en Afrique et dans la diaspora. Notre objectif est d'inspirer 10 000 individus à contribuer 100 dollars US par an, montrant ainsi que les Africains sont capables de générer leurs propres ressources caritatives. Tout en étant ambitieux, cet effort vise à montrer que TrustAfrica peut être autosuffisant et que les Africains s'approprient son action.

TrustAfrica est reconnue aux États-Unis comme une organisation exonérée d'impôts 501(c) (3) et à Maurice comme une société mondiale (catégorie 2) ayant statut d'organisme de bienfaisance.

Contributions recues entre le 1 avril 2007 et le 31 mars 2008

100 000 $US +
Fondation Ford
Centre de recherches pour le développement international

25 000 $US – 99 999 $US
Fondation Oak
Open Society Institute

1 000 $US – 24 999 $US
Mary E. McClymont

100 $US – 999 $US
Alexis B.A. Adande
G.F. Kojo Arthur
Tony Brobbey
Alice L. Brown
Daria Caliguire
Valerie Carter
Elizabeth Coleman
Laraine Lippe
Louise Moerenhout
Ruth Ojiambo Ochieng
Adhiambo Odaga
David Owusu-Ansah
Mark Rand
Christopher Reardon
Sean Reardon
Anne Marie Rhodes
Gerry Salole
Ronald L. Slaughter
Stichting to Promote Women's World Banking
Mona Younis
Bahru Zewde

Contributions en nature
Christopher Reardon : 9 575 $US
Morgan, Lewis & Bockius LLP : 4 440 $US

Fundraising

Our lead funder is the Ford Foundation, but we have begun to diversify our resources with grants from other institutional funders committed to strengthening African institutions that work on regional and subregional issues.

We have also begun to receive contributions from individual donors in Africa and among the diaspora. Our goal is to inspire 10,000 individuals to contribute US$100 per year, showing that Africans are capable of generating their own philanthropic resources. While ambitious, this effort is an essential way to ensure that TrustAfrica can be self-sustaining and that Africans will take ownership of its work.

TrustAfrica is recognized in the United States as a 501(c)(3) tax-exempt organization and in Mauritius as a Global Business Company (category 2) with charitable status.

Contributions received between 1 April 2007 and 31 March 2008

US$100,000+
Ford Foundation
International Development Research Centre

US$25,000–US$99,999
Oak Foundation
Open Society Institute

US$1,000–US$24,999
Mary E. McClymont

US$100–$US999
Alexis B.A. Adande
G.F. Kojo Arthur
Tony Brobbey
Alice L. Brown
Daria Caliguire
Valerie Carter
Elizabeth Coleman
Laraine Lippe
Louise Moerenhout
Ruth Ojiambo Ochieng
Adhiambo Odaga
David Owusu-Ansah
Mark Rand
Christopher Reardon
Sean Reardon
Anne Marie Rhodes
Gerry Salole
Ronald L. Slaughter
Stichting to Promote Women's World Banking
Mona Younis
Bahru Zewde

In-kind Contributions
Christopher Reardon: US$9,575
Morgan, Lewis & Bockius LLP: US$4,440

Subventions

Partenariats de financement

L'objectif premier de TrustAfrica est de fournir aux organisations africaines les ressources nécessaires pour faire face aux problèmes les plus urgents du continent. Notre approche est unique en ce sens que nous invitons les penseurs africains – de la société civile, des universités, des gouvernements, des organisations régionales et du secteur privé – à aider à formuler l'agenda de notre programme en recommandant les voies et moyens d'aborder ces questions. Après avoir évalué ces conseils, nous sollicitons des propositions de financement auprès des principales organisations travaillant déjà sur ces questions. Nos principales subventions de projets communs, allant de 25 000 $US à plus de 500 000 $US, combinent souvent des stratégies multiples (telles que la recherche, le plaidoyer, le dialogue ou la créativité) et mettent en relation des institutions de différents pays et régions. Suite à notre atelier sur le coût de la non-intégration en Afrique et sur les défis de la religion et du pluralisme en Afrique, nous avons fait des subventions aux institutions suivantes:

Africa Institute of South Africa
Pretoria, Afrique du Sud
50 000 $US

Promouvoir le dialogue entre les organisations de la société civile sud-africaine dans le but d'apporter une solution régionale à la crise au Zimbabwe.

African Monitor
Cape Town, Afrique du Sud
85 000 $US
Promouvoir la participation populaire aux efforts de monitoring du développement et de formulation de l'agenda de développement.

Cercle International pour la Promotion de la Création (CIPCRE)
Bafoussam, Cameroun
33 500 $US
Préconiser des mesures de plaidoyer pour combattre la pratique des rites dégradants pour les femmes relatifs au veuvage et promouvoir une réintégration sociale des veuves comme agents de développement au Cameroun.

Chipua – Institute for Social Transformation
Dar es Salaam, Tanzanie
28 180 $US
Responsabiliser de jeunes femmes et renforcer leurs capacités dans le but de promouvoir le développement social par l'égalité genre.

Desmond Tutu Diversity Trust
Florida Hills, Afrique du Sud
60 750 $US
Promouvoir la sensibilité par rapport à la diversité religieuse dans la fourniture de services de soins de santé en Afrique du Sud.

Groupement des Femmes d'Affaires du Cameroun
Douala, Cameroun
75 000 $US
Pour la recherche, l'assistance technique et le plaidoyer pour renforcer le rôle des femmes dans le commerce informel transfrontalier en Afrique Centrale.

Institute for Democracy in South Africa
Pretoria, Afrique du Sud
100 000 $US
Mener une enquête sur les niveaux excessifs de violence dans les sociétés en situation d'après guerre et chercher des réponses aux préoccupations et défis de la sécurité de l'Afrique du Sud.

Institute for Global Dialogue
Midrand, Afrique du Sud
100 000 $US
Pour la recherche et le plaidoyer sur la Communauté de l'Afrique de l'Est, portant sur l'économie politique de la fédération politique et les perspectives pour le projet intégrationniste.

Institute for Security Studies
Pretoria, Afrique du Sud
64 500 $US
Piloter un dialogue sur la sécurité humaine en Afrique et un forum de recherche à Addis-Abeba, l'Éthiopie.

Grants

Building Partnerships

TrustAfrica's primary aim is to provide African organizations with the resources they need to address the continent's most pressing challenges. Our approach is unique in that we invite African thinkers—from civil society, academia, governments, regional organizations, and the private sector—to shape our program agenda by recommending ways to address these issues. After weighing this advice, we request funding proposals from key organizations already working on the issues at hand. Our major grants for collaborative projects, which range from US$25,000 to more than US$500,000, typically combine multiple strategies (like research, advocacy, dialogue, or creativity) and connect institutions from different countries and regions. Following our workshops on the cost of non-integration in Africa and on meeting the challenges of religion and pluralism in Africa, we made grants to the following institutions:

Africa Institute of South Africa
Pretoria, South Africa
US$50,000
Promote dialogue among civil society organizations in Southern African aimed at advancing a regional solution to the crisis in Zimbabwe.

African Monitor
Cape Town, South Africa
US$85,000
Promote grassroots participation in efforts to monitor development and shape the development agenda.

Cercle International pour la Promotion de la Creation (CIPCRE)
Bafoussam, Cameroon
US$33,500
Advocate measures to combat the practice of widowhood rites and promote widows' reintegration as social development agents in Cameroon.

Chipua – Institute for Social Transformation
Dar es Salaam, Tanzania
US$28,180
Empower young women and build capacity to promote social development through gender equality.

Desmond Tutu Diversity Trust
Florida Hills, South Africa
US$60,750
Promote sensitivity to religious diversity in the delivery of health-care services in South Africa.

Groupement des Femmes d'Affaires du Cameroun
Douala, Cameroon
US$75,000
For research, technical assistance, and advocacy to strengthen the role of women in informal cross-border trade in Central Africa.

Institute for Democracy in South Africa
Pretoria, South Africa
US$100,000
Conduct an inquiry into excessive levels of violence in post-conflict societies in Africa and seek answers to South Africa's security concerns and challenges.

Institute for Global Dialogue
Midrand, South Africa
US$100,000
For research and advocacy on the East African Community, focusing on the political economy of political federation and the prospects for the integrationist project.

Institute for Security Studies
Pretoria, South Africa
US$64,500
Pilot an African Human Security Dialogue and Research Forum in Addis Ababa, Ethiopia.

Inter-Faith Action for Peace in Africa
Nairobi, Kenya
US$75,300
Establish a continental Inter-Faith Youth Secretariat in Addis Ababa, Ethiopia.

Interfaith Peace-Building Initiative
Addis Ababa, Ethiopia
US$50,000

Inter-Faith Action for Peace in Africa
Nairobi, Kenya
75 300 $US
Créer un Secrétariat inter-religieux de jeunes au niveau continental.

Interfaith Peace-Building Initiative
Addis-Abeba, l'Éthiopie
50 000 $US
Promouvoir un leadership jeune dans la construction de la paix entre les religions en Ethiopie, en Erythrée et en Somalie.

Kachifo Limited
Lagos, Nigeria
75 500 $US
Renforcer la créativité des écrivains africains à travers la collaboration.

Mouvement Citoyen
Dakar, Sénégal
54 566 $US
Mener une recherche collaborative sur l'impact de la religion sur la paix et le développement au Sénégal.

Observatory for Cultural Practices in Africa
Maputo, Mozambique
60 000 $US
Mener la recherche et la dissémination sur les politiques culturelles et l'intégration régionale en Afrique.

Programme for Christian-Muslim Relations in Africa (PROCMURA)
Nairobi, Kenya
70 100 $US
Explorer les voies par lesquelles on pourrait recourir aux traditions et valeurs religieuses pour aider à empêcher les conflits, construire la paix et promouvoir la réconciliation en Afrique de l'Est.

Sauvegarde et Valorisation des Manuscrits pour la Défense de la Culture Islamique (SAVAMA)
Tombouctu, Mali
100 000 $US
Pour la recherche et le plaidoyer sur l'histoire du pluralisme, de la tolérance religieuse et de la coexistence pacifique en Afrique.

Third World Network
Accra, Ghana
50 000 $US
Renforcer les capacités des organisations de la société civile à engager les médias dans des questions d'intégration africaine en préparation au débat sur les Accords de Partenariat Economiques proposés par l'Union Européenne.

West African Civil Society Forum
Abuja, Nigeria
75 360 $US
Pour la consultance et le plaidoyer dans le but de promouvoir la libre circulation des personnes et des biens en Afrique de l'Ouest.

Wits Foundation
Johannesburg, Afrique du Sud
50 000 $US
Renforcer les échanges intellectuels et culturels entre écrivains africains et former des étudiants diplômés en études littéraires à la Faculté de lettres et Sciences Humaines de l'Université de Witwatersrand.

Renforcement des institutions

TrustAfrica apporte également aux organisations africaines une assistance technique pour les aider à développer les capacités institutionnelles leur permettant d'exercer efficacement leurs activités. Les petites subventions de renforcement des capacités variant en général de 5 000 $US à 10 000 $US, visent à encourager une gestion saine, une gouvernance transparente, une collaboration fructueuse, une communication efficace et des résultats durables. Elles peuvent être utilisées par exemple pour financer les échanges de personnel, les honoraires des consultants, les voyages d'études, la formation des membres du conseil, la préparation de films vidéo et d'autres outils de communication, et la mise en place de systèmes de gestion spécifiques.

Fahamu – Networks for Social Justice
Oxford, UK
10 000 $US
Former de jeunes journalistes à la couverture médiatique des sommets de l'Union Africaine (UA), couverture du sommet de l'UA tenu à Addis Abeba en Janvier 2008 et publication d'un bulletin quotidien, le *AU Daily Monitor*, durant le pré-sommet et le sommet.

Forum Civil
Dakar, Sénégal
4 000 $US
Permettre au personnel de cette organisation de la société civile qui travaille sur les questions de gouvernance au Sénégal, de participer à la réunion annuelle des membres de Transparency International du 25 au 29 Octobre 2007 à Bali en Indonésie.

National Accountability Group
Freetown, Sierra Leone
10 000 $US
Pour une assistance technique en renforcement des capacités institutionnelles.

Promote youth leadership in interfaith peace building in Ethiopia, Eritrea, and Somalia.

Kachifo Limited
Lagos, Nigeria
US$75,500
Strengthen African creative writing through collaboration.

Mouvement Citoyen
Dakar, Senegal
US$54,566
Conduct collaborative research on the impact of religion on peace and democracy in Senegal.

Observatory for Cultural Practices in Africa
Maputo, Mozambique
US$60,000
Conduct research and outreach on cultural policies and regional integration in Africa.

Programme for Christian-Muslim Relations in Africa (PROCMURA)
Nairobi, Kenya
US$70,100
Explore ways to invoke religious traditions and values to help prevent conflict, build peace, and promote reconciliation in Eastern Africa.

Sauvegarde et Valorisation des Manuscrits pour la Défense de la Culture Islamique (SAVAMA)
Timbuktu, Mali
US$100,000
For research and advocacy on the history of religious pluralism, tolerance, and peaceful coexistence in Africa.

Third World Network
Accra, Ghana
US$50,000
Build the capacity of civil society organizations to engage the media on issues of African integration in preparation for the debate on the proposed Economic Partnership Agreements with the European Union.

West African Civil Society Forum
Abuja, Nigeria
US$75,360
For consultation and advocacy to promote the free movement of people and goods in West Africa.

Wits Foundation
Johannesburg, South Africa
US$50,000
Foster intellectual and cultural exchange among African writers, artists, and graduate students in creative and literary studies at the University of the Witwatersrand's Faculty of Humanities.

Strengthening Institutions

TrustAfrica also awards small grants for capacity building to help African organizations develop the institutional skills necessary to do their work effectively. Usually in the range of US$5,000 to US$10,000, this support is aimed at fostering sound management, transparent governance, fruitful collaboration, effective communication, and sustainable results. It may be used, for example, to pay for staff exchanges, consultant's fees, study tours, board training, the preparation of videos and other communications tools, and the establishment of specific management systems.

Fahamu – Networks for Social Justice
Oxford, UK
US$10,000
Train young journalists and report on the African Union Summit held in Addis Ababa in January 2008 in the *AU Monitor Daily.*

Forum Civil
Dakar, Senegal
US$4,000
Enable staff of this civil society organization, which works on governance issues in Senegal, to attend Transparency International's General Assembly, held from October 25–29, 2007, in Bali, Indonesia.

National Accountability Group
Freetown, Sierra Leone
US$10,000
For technical assistance to build institutional capacity.

Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme
Dakar, Senegal
US$10,000
For technical assistance to support institutional strengthening and organizational development.

St. Thomas University, Inc.
Miami Gardens, Florida, USA
US$10,000
For an Ethiopian human rights defender, Judge Frehiywot, to pursue an L.L.M. at St. Thomas University in Florida.

Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme
Dakar, Senegal
US$10,000
Institutional strengthening and organizational development.

Southern Africa Trust
Midrand, South Africa
US$10,000
Facilitate a consultative dialogue between the Pan-African Parliament and African civil society organizations in Midrand, South Africa.

Rencontre Africaine pour la Défense des Droits de l'Homme
Dakar, Sénégal
10 000 $US
Une assistance technique en vue d'un renforcement institutionnel et d'un développement organisationnel.

St. Thomas University, Inc.
Miami Gardens, Florida, États-Unis
10 000 $US
Pour un défenseur éthiopien des droits humains, le juge Frehiywot, pour qu'il puisse poursuivre un L LM à l'Université St Thomas en Floride.

Southern Africa Trust
Midrand, Afrique du Sud
10 000 $US
Faciliter un dialogue consultatif entre le Parlement Pan-Africain et les organisations de la société civile à Midrand, en Afrique du Sud.

Renforcer le Secteur Privé en Afrique

Notre Fonds de Recherche pour le Climat des Investissements et l'Environnement des Affaires (CIEA) appuie les analyses académiques des facteurs qui déterminent le développement du secteur privé en Afrique. Cette année, le fonds de recherche du CIEA a tenu sa seconde manche de financement, drainant 70 demandes de financement en provenance de 16 pays africains. Les différentes propositions portent sur l'étude de la finance, des services publics (telles que l'éducation et les infrastructures), l'agriculture, le commerce, l'énergie et les télécommunications. Certaines propositions sont aussi axées sur des secteurs croisés incluant la gouvernance, l'entreprenariat, la réforme des lois les alternatives à la résolution des disputes.

Après analyse des contributions des critiques et d'un jury pan africain, le Fonds a alloué 14 petits financements pour la recherche allant jusqu'à près de 10,000 $US chacun, 8 financements intermédiaires pour la recherche allant jusqu'à près de 50,000 $US chacun, et 3 grands financements pour la recherche allant jusqu'à 100,000 $US chacun. En comparaison avec la compétition de l'année dernière, les grands financements pour la recherche est une nouvelle catégorie qui cible les initiatives à-cheval entre plusieurs frontières et les économies régionales. Voici les cinq gagnants dont les financements ont été finalisés durant l'année fiscale qui s'est terminée le 31 mars 2008. (Les autres financements vont apparaître dans le rapport annuel de l'année prochaine).

Centre Africain d'Etudes Supérieurs en Gestion (CESAG)
Dakar, Sénégal
100 000 $US
Pour un projet de recherche par Boubacar Baidari axé sur « Les enjeux d'une meilleure gouvernance des universités et institutions universitaires en vue de l'amélioration du climat des affaires en zone UEMOA ».

Centre International de Médiation et d'Arbitrage à Tanger
Tanger, Maroc
48 000 $US
Pour un projet de recherche par Mohamed Bakkali axé sur « Une Evaluation des Options de Résolution Alternative du Litige commercial et leur Impact sur l'Environnement des Affaires au Maroc ».

Kwame Nkrumah University for Science and Technology
Kumasi, Ghana
45 430 $US
Pour un projet de recherche par Ahmad Addo axé sur « Etudes de Faisabilité Technique et Economique pour les Biocarburants – pour la Création de Petites et Moyennes Entreprises (PME) au Ghana ».

l'Université Catholique d'Afrique Centrale
Yaoundé, Cameroun
100 000 $US
Pour un projet de recherche par Sylvain Kuate axé sur « Les Grandes Décisions de la Cour Commune de Justice et d'Arbitrage de l'OHADA ».

University of Dar es Salaam (Faculty of Commerce and Management)
Dar es Salaam, Tanzanie
100 000 $US
Pour un projet de recherche par Lettice Rutoshobya axé sur « Les Investissements Directs Etrangers et le Renforcement des Petites et Moyennes Entreprises dans les Economies en Développement : une Etude de Cas de la Tanzanie et du Botswana ».

Fostering Private-Sector Development

Our Investment Climate and Business Environment Research Fund supports scholarly analysis of factors that shape private-sector development in Africa. This year the ICBE Research Fund held its second round of funding, drawing 70 proposals from 16 African countries to study finance, public services (such as education and infrastructure), agriculture, trade, energy, and telecommunications. Some proposals also addressed cross-sector domains including governance, entrepreneurship, law reform, and alternative dispute resolution.

After weighing input from peer reviewers and a pan-African jury, the Fund awarded 14 small research grants of up to roughly US$10,000 each, 8 intermediate research grants of up to roughly US$50,000 each, and 3 large research grants of up to US$100,000 each. The large research grants category is a new addition from last year's competition and targets cross-border initiatives and regional economies. Here are the five winners whose awards were finalized during the fiscal year ending March 31, 2008. (The remaining awards will appear in next year's annual report.)

Centre Africain d'Etudes Superieurs en Gestion (CESAG)
Dakar, Senegal
$100,000
For a research project by Boubacar Baidari entitled "The challenges of improving governance in universities and institutions of higher learning with a view of improving the business climate in the West African Economic and Monetary Union (WAEMU)."

Centre International de Médiation et d'Arbitrage à Tanger
Tangiers, Morocco
US$48,000
For a research project by Mohammed Bakkali entitled "An assessment of alternative commercial dispute resolution options and their impact on the business environment in Morocco."

Kwame Nkrumah University for Science and Technology
Kumasi, Ghana
US$45,430
For a research project by Ahmad Addo entitled "Technical and economic feasibility studies for biofuels—Small and medium enterprise (SME) development in Ghana."

l'Université Catholique d'Afrique Centrale
Yaoundé, Cameroon
US$100,000
For a research project by Sylvain Kuate entitled "Taking stock of the Organization for the Harmonization of Business Law in Africa (OHADA)."

University of Dar es Salaam (Faculty of Commerce and Management)
Dar es Salaam, Tanzania
US$100,000
For a research project by Lettice Rutoshobya entitled "Foreign direct investments and enhancement of economic capacity of small and medium enterprises in developing economies: A case study of Tanzania and Botswana."

Constituer notre équipe

Dans la mesure où notre travail consiste à aider les africains à définir leurs propres priorités et trouver leurs propres solutions, nous estimons que la composition de notre conseil d'administration et de notre équipe devrait refléter cet objectif. Aussi, TrustAfrica est-il géré et dirigé entièrement par des Africains ayant une solide expérience en philanthropie et en développement, et totalement dévoués à la bonne gouvernance. Nous comptons recruter des administrateurs supplémentaires durant l'année à venir pour compléter la force manifeste de l'actuel Conseil d'administration. Nous chercherons, particulièrement des candidates de l'Afrique Centrale et du Nord avec une expertise en genre, secteur privé et philanthropie africaine.

Conseil d'administration (A la date du 31 mars 2008)

Fouad Abdelmoumni *(Maroc)*
M. Abdelmoumni est le Directeur exécutif d'Al Amana, Association de micro crédit basée au Maroc avec un portefeuille de 200 000 prêts d'un montant de 55 millions de dollars US. Il est actuellement le président du réseau SANABEL des institutions de micro financement des pays arabes et membre de l'organisation mondiale WWB (Banque mondiale des femmes) et du Comité consultatif d'AfriMAP. Parmi les postes de direction qu'il a occupés, signalons : Membre du Conseil consultatif du Groupe consultatif d'assistance aux pauvres et du Groupe de Conseillers pour l'Année 2005 du Micro crédit des Nations Unies, Vice-président de l'Association marocaine des droits de l'homme et Secrétaire adjoint de l'Espace Associatif pour la promotion de la société civile. Il est titulaire d'un diplôme en économie du développement de l'Université Mohammed V de Rabat et d'un diplôme équivalent au MBA de l'ISCAE (Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises) à Casablanca. Il est une ancienne victime de la répression politique, ayant été détenu de 1977 à 1980 et porté disparu de 1983 à 1984.

Akwasi Aidoo *(Ghana)*
Dr. Aidoo, Directeur exécutif de TrustAfrica, est doté d'une grande expérience dans la philanthropie en Afrique. Parmi les postes qu'il a occupés, on peut citer : Administrateur de programme au CRDI chargé de la santé et du développement en Afrique de l'Ouest et du Centre et Chef des bureaux de la Fondation Ford au Sénégal et au Nigeria de 1993 à 2001. Il est membre de plusieurs conseils d'administration d'organisations à but non lucratif, parmi lesquelles Oxfam America, le Centre de Prévention du crime d'Afrique du Sud, l'initiative AfriMAP de la fondation Soros, et le Global Network Committee de l'Institut Ash, à l'Université Harvard. Il est également Président du comité exécutif de Africa Grantmakers' Affinity Group. Dr Aidoo a enseigné dans des universités au Ghana, en Tanzanie et aux États-Unis. Il a fait ses études au Ghana et aux États-Unis et a obtenu son doctorat (Ph.D.) en sociologie à l'Université de Connecticut en 1984. Il écrit des poèmes et des nouvelles durant ses moments de loisir.

Akwe Amosu *(Nigeria)*
Mme. Amosu, Analyste principale des politiques pour l'Afrique à Open Society Institute à Washington, D.C., a plus de 20 ans d'expérience dans le développement, la gestion des médias ainsi que la négociation d'alliances stratégiques. Elle a auparavant été chef des communications à la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA) à Addis-Abeba, Rédactrice en chef de AllAfrica Global Media, et cadre supérieure au British Broadcasting Corporation où elle était chargée d'un programme phare du Service mondial et des programmes magazines du Service Afrique. Elle est membre du Conseil d'administration de International Women's Media Foundation.

Malusi Mpumlwana *(Afrique du Sud)*
L'Evêque Mpumlwana dirige le Diocèse Nord de L'Eglise Episcopale Ethiopienne, en plus de présider le Conseil d'Administration de l'Agence Nationale de Développement de l'Afrique du Sud. Il est aussi adjoint du président du Conseil Consultatif sur les Ordres Nationaux et siège au conseil du Projet des Ecoles Historiques, entre autres organisations et corporations à but non lucratif. Il est actuellement Professeur Associé à Setsing sa Modisa, travaillant sur des plateformes de développement des jeunes, de l'action sociale, et d'instruments pour la sécurité sociale des pauvres. Il a fait ses études au séminaire théologique fédéral et à l'université de Cape Town et a étroitement collaboré avec d'autres théologiens en Afrique du Sud, en Afrique, au Moyen Orient et en Amérique Latine. Jusqu'en août 2006, il travaillait comme Directeur de la Fondation W.K. Kellogg pour la région Afrique, dirigeant sa programmation au Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, Afrique du Sud, Swaziland, et Zimbabwe.

Building Our Team

Since our work focuses on helping Africans set our own priorities and craft our own solutions, we believe the composition of our board and staff should reflect this aim. Accordingly, TrustAfrica is governed and led entirely by Africans with extensive experience in philanthropy and development as well as an unwavering commitment to good governance. We plan to recruit additional trustees in the coming year to round out the existing board's manifest strengths. In particular, we will seek candidates from Central and North Africa with expertise in gender, the private sector, and African philanthropy.

Board of Trustees (As of 31 March 2008)

Fouad Abdelmoumni *(Morocco)*
Mr. Abdelmoumni is executive director of Al Amana, a Morocco-based microcredit association with a portfolio of 200,000 loans worth US$55 million. He also chairs the SANABEL network of microfinance institutions in Arab countries and serves on the board of Women's World Banking and the AfriMAP Advisory Committee. His past leadership positions have included seats on the advisory board of the Consultative Group to Assist the Poor and the Advisors Group for the U.N. Year of Microcredit 2005, vice-presidency of the Moroccan Association for Human Rights, and vice-secretary of the Espace Associatif for the promotion of civil society. He holds a degree in economics of development from the University Mohammed V in Rabat and an M.B.A. equivalent from ISCAE (Institut Supérieur de Commerce et d'Administration des Entreprises) in Casablanca. He is a former victim of political repression, having been detained from 1977 to 1980 and disappeared from 1983 to 1984.

Akwasi Aidoo *(Ghana)*
Dr. Aidoo holds extensive experience in philanthropy in Africa, having served as IDRC's program officer for health and development West and Central Africa and as head of the Ford Foundation's offices in Senegal and Nigeria from 1993 to 2001. He sits on the boards of several nonprofit organizations, including Oxfam America, the Crime Prevention Centre of South Africa, the Soros Foundation's AfriMAP initiative, and the Global Network Committee of the Ash Institute at Harvard University. He also chairs the executive committee of the Africa Grantmakers' Affinity Group. Dr. Aidoo has taught at universities in Ghana, Tanzania, and the United States. He was educated in Ghana and the United States and received a Ph.D. in sociology from the University of Connecticut.

Akwe Amosu *(Nigeria)*
Ms. Amosu, a senior policy analyst for Africa at the Open Society Institute in Washington, D.C., has more than 20 years of experience in media development, management, production, and negotiating strategic alliances. She has served as head of communications at the UN Economic Commission for Africa (ECA) in Addis Ababa, as executive editor of AllAfrica Global Media, and as a senior executive at the British Broadcasting Corporation, where she was responsible for a flagship World Service program and for Africa Service feature programs. She sits on the board of the International Women's Media Foundation.

Malusi Mpumlwana *(South Africa)*
Bishop Mpumlwana heads the Northern Diocese of the Ethiopian Episcopal Church in addition to chairing the board of South Africa's National Development Agency. He is also deputy chair of the President's Advisory Council on National Orders and sits on the board of the Historic Schools Project, among other nonprofit organizations and corporations. He is currently Senior Associate for Setsing sa Modisa, focusing on platforms for youth development, social giving, and instruments for social security for the poor. He trained at the Federal Theological Seminary and the University of Cape Town and has worked closely with other theologians throughout Africa, the Middle East, and Latin America. Until August 2006, he served as the W.K. Kellogg Foundation's Africa Director, providing leadership for its programming in Botswana, Lesotho, Malawi, Mozambique, South Africa, Swaziland, and Zimbabwe.

Adhiambo Odaga, *Trésorière (Kenya)*
Dr. Odaga est la représentante de la Fondation Ford pour l'Afrique de l'Ouest depuis Novembre 2001. Auparavant elle a était administrateur de programme pour l'environnement et la micro finance en Afrique de l'Ouest de la dite fondation. Avant de rejoindre la Fondation, elle a travaillé sur un projet pour renforcer le rôle de la Banque mondiale dans la promotion de la scolarisation des femmes en Afrique et a été la spécialiste en science sociale pour l'Afrique de l'Ouest du International Potato Center basé au Cameroun. Elle est titulaire d'un doctorat (Ph.D.) de St. Anthony's College, de l'Université d'Oxford où elle est entrée en tant que première boursière de la Fondation Cecil Rhodes.

Gerry Salole, *Président (l'Éthiopie/Somalie)*
Dr. Salole est le Directeur exécutif du European Foundation Centre. Il est titulaire d'une maîtrise (M.A.) en économie de l'Université de Manchester et d'un doctorat (Ph.D.) en anthropologie de l'Université de Manchester. Parmi les postes occupés précédemment, on note : le représentant du Bureau de l'Afrique australe de la Fondation Ford basé à Johannesburg, et Chef du Département Programme Documentation et Communication de la Fondation Bernard van Leer, basée à La Haie. Auparavant, Dr Salole a travaillé pour Save the Children Federation (USA) en Éthiopie et au Zimbabwe, ainsi que pour Redd Barna (Fédération norvégienne de Save the Children), OXFAM et le HCR dans son pays natal, l'Éthiopie. Il a beaucoup écrit sur les questions de développement et d'identité.

Bahru Zewde *(l'Éthiopie)*
Professeur Zewde est un éminent historien qui est actuellement un professeur émérite d'histoire à l'Université d'Addis-Abeba. Il est membre fondateur du Forum for Social Studies dont il a été le président du Conseil d'administration de 1998 à 2004. Il est également très actif à la direction de plusieurs associations panafricaines, associations sous régionales et réseaux de recherche. Le Professeur Zewde est également l'auteur de l'important livre *A History of Modern Ethiopia 1885–1991* et *Pioneers of Change in Ethiopia: The Reformist Intellectuals of the Early Twentieth Century*. Il est titulaire d'un doctorat (Ph.D.) du School of Oriental and African Studies de l'Université de Londres.

Personnel (A la date du 31 mars 2007)

Akwasi Aidoo, *Directeur exécutif (Ghana)*
Voir sa biographie ci-dessus.

Mildred K. Barya, *Auteur Résident (Ouganda)*
Mme. Barya nous a rejoint en août 2007 pour écrire une chronique sur la création et le développement de TrustAfrica. Comme auteur, poète et psychologue organisationnel, elle a travaillé dans l'industrie du livre, l'audiovisuel et la consultance en ressources humaines avec des ONG, des entreprises privées et des institutions publiques. Elle était précédemment le conseiller en ressources humaines de Ernst & Young, en Ouganda. Elle a étudié à l'Université de Makéréré, à l'Université de Moi et à l'Université Internationale de la Femme à Hambourg. Mme. Barya a récemment passé neuf mois comme auteur résident au Programme d'Écriture "Per Sesh" à Popenguine, au Sénégal, où elle a achevé son premier roman, *What Was Left Behind*. Elle prend actuellement des cours d'écriture et de langue Egyptiennes.

Emmanuel Buringuriza, *Directeur de Projet (Ouganda)*
M. Buringuriza dirige le fonds de recherche de l'ICBE, qui cherche à améliorer les climats des investissements et l'environnement des affaires en Afrique par la recherche et le plaidoyer. Il a travaillé pendant 25 ans sur beaucoup d'initiatives sur le secteur privé dans la région des Grands Lacs, y compris Business Associations Support et Entrepreneurship Training avec l'USAID; Matching Grant Schemes pour le Business Development Services avec la Banque Mondiale; la Meilleure Initiative de Réglementation avec le DFID; le Dialogue entre le Public et Privé, entre Associations et Gouvernement; et plus récemment un Fonds de la Banque Mondiale pour promouvoir l'entrée des entreprises privées dans la libéralisation du secteur de l'énergie en Ouganda. Il a obtenu un MBA de Maastricht School of Management (MSM/ESAMI) et une licence en Science du département Electronique de l'Univ-ersité de Makerere en Ouganda. Il parle plusieurs langues africaines, ainsi que l'Anglais et le Français.

El-Hadj Diallo, *Chauffeur (Sénégal)*
M. Diallo a travaillé avant pour le Bureau des Nations Unies pour les Services d'appui aux Projets (UNOPS). Un mécanicien de formation il a étudié la comptabilité à l'université Cheikh Anta Diop de Dakar. Il parle plusieurs langues africaines mais aussi le, Français, l'Anglais et l'Allemand.

Fatouma Dioukhané, *Chargé de la logistique (Sénégal/Guinée)*
Mme. Dioukhané a travaillé avant au bureau régional du Programme Alimentaire Mondial de l'Afrique de l'Ouest et au bureau régional du Comité International des Secours de l'Afrique de l'Ouest. Elle a fait des études en Marketing et en Anglais à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar. Elle parle couramment le français et l'Anglais mais s'exprime un peu en Allemand.

Linda Bessem Ebot, *Assistante Administrative (Cameroun)*
Mme. Ebot nous est venue avec une expérience antérieure en Administration et Secrétariat à l'IDEP (Institut Africain de Développement Economique et de Planification) de Dakar. Elle parle couramment l'Anglais, le Français et plusieurs autres langues africaines.

Jeanne Elone, *Correspondant du Programme (Cameroun/France/États-Unis)*
Mme. Elone travaille avec le fonds de recherche de l'CIEA et comme lien administratif à nos programmes de base. Elle a vécu au Cameroun, au

Adhiambo Odaga, *Treasurer (Kenya)*
Dr. Odaga has been the Ford Foundation's representative for West Africa since 2001, having previously served as a program officer for environment and microfinance in West Africa. Before joining the foundation, she worked on a project to strengthen the role of the World Bank in promoting female education in Africa and as the International Potato Center's Social Scientist for West Africa based in Cameroon. She holds a Ph.D. from St. Anthony's College at Oxford University, which she attended as Kenya's first Rhodes Scholar.

Gerry Salole, *Chairperson (Ethiopia/Somalia)*
Dr. Salole is chief executive of the European Foundation Centre. He holds an M.A. in economics from the University of Manchester and a Ph.D. in anthropology from the University of Manchester. His previous posts have included serving as representative of the Ford Foundation's Southern Africa office, based in Johannesburg, and director of the Department of Programme Documentation and Communication of the Bernard van Leer Foundation, based in The Hague. He has also worked for Save the Children Federation (USA) in Ethiopia and Zimbabwe as well as for Redd Barna (Norwegian Save the Children Federation), OXFAM, and UNHCR in his native Ethiopia. He has written extensively on both development work and issues of identity.

UCLA International Institute

Bahru Zewde *(Ethiopia)*
Professor Zewde is an eminent historian who now serves as emeritus professor of history at Addis Ababa University. He is a founding member of the Forum for Social Studies, whose board he chaired from 1998 to 2004, and is active in the leadership of several pan-African and subregional associations and research networks. He also authored the seminal text *A History of Modern Ethiopia 1885–1991* and *Pioneers of Change in Ethiopia: The Reformist Intellectuals of the Early Twentieth Century*. He holds a Ph.D. from the School of Oriental and African Studies at the University of London.

Staff (As of 31 March 2008)

Akwasi Aidoo, *Executive Director (Ghana)*
See biography on page 39.

Mildred Barya, *Writer in Residence (Uganda)*
Ms. Barya joined us in August 2007 to write a chronicle of TrustAfrica's inception and development. As a writer, poet, and organizational psychologist, she has worked in the book industry, broadcasting, and human resources consulting with NGOs, private firms and public institutions. She was previously the human resources advisor at Ernst & Young, Uganda. She studied at Makerere University, Moi University, and the International Women's University in Hamburg. Ms. Barya recently spent nine months as a writer in residence at the Per Sesh Writing Program in Popenguine, Senegal, where she completed her first novel, *What Was Left Behind*. She is now taking lessons in Egyptian writing and language.

Emmanuel Buringuriza, *Project Director (Uganda)*
Mr. Buringuriza directs the ICBE Research Fund, which seeks to improve Africa's investment climate through research and advocacy. He has worked for 25 years on many private-sector initiatives in the Great Lakes region, including Business Associations Support and Entrepreneurship Training with USAID; Matching Grant Schemes for Business Development Services with the World Bank; the Better Regulation Initiative with DFID; Public-Private Dialogue between Business Associations and Government; and most recently a World Bank Fund to promote the entry of private businesses into the liberalized energy sector in Uganda. He holds an MBA from the Maastricht School of Management (MSM/ESAMI) and a B.Sc. in Electrical Engineering from Makerere University in Uganda. He is fluent in several African languages, English, and French.

El-Hadj Diallo, *Driver (Senegal)*
Mr. Diallo previously worked for the United Nations Office for Project Services (UNOPS). A trained mechanic, he is now studying bookkeeping at the Cheikh Anta Diop University of Dakar. He is multilingual in several African languages, French, English, and German.

Burkina Faso, en France et aux Etats Unis d'Amérique et a travaillé sur des questions allant du commerce équitable aux subventions, à l'agriculture, aux droits humains et au financement du développement. Elle a fait ses études à l'Université Columbia de New York et à l'Institut d'Études Politiques de Paris. Elle est bilingue, Français et anglais.

Adama N. Kouyate, *Responsable Financier (Guinée)*
Mme. Kouyaté supervise nos opérations bancaires et comptables pour veiller au maintien d'un contrôle interne ferme et au respect des procédures comptables en vigueur. Elle a travaillé avant comme Directrice des finances et des opérations à la Touch Foundation à New York, où elle a aussi travaillé à la Rockefeller Foundation, au International Peace Academy et au Congrès pour l'égalité Raciale. Elle a un diplôme de Baruch Collège et de l'Université de New York. Elle parle plusieurs langues de plusieurs pays africains, en plus du Français et de l'Anglais

Bhekinkosi Moyo, *Chercheur attaché à l'Université (Zimbabwe)*
M. Moyo fait de la recherche sur des sujets pertinents dans le domaine de la philanthropie en Afrique dans le but de créer et de renforcer des partenariats avec d'autres fondations en Afrique. Connu pour son expertise sur les questions relatives à la philanthropie, la société civile et la gouvernance, il est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université de Witwatersrand en Afrique du Sud. Il a travaillé avant à l'Institut Africain de l'Afrique du Sud à l'Institut pour la Démocratie en Afrique du Sud. Il a écrit et publié plus de 15 documents de conférence, Articles de journaux et chapitres dans des livres et a co-édité le livre *What About the Children: The Silent Voices in Maintenance* (2004), qui étudie les questions de pauvreté, d'abus, et de système de sécurité sociale en Afrique du Sud au 21e siècle. Sa dernière collection d'articles édités *Africa in the Global Power Play: Debates, Challenges and Potential Reforms* (Adonis & Abbey, London, 2007), porte sur la position actuelle de l'Afrique dans les relations économiques et politiques au niveau international. Il parle couramment l'Anglais et a un bon niveau de français.

Chantal Uwimana, *Directrice des Programmes (Burundi)*
Mme. Uwimana joue un rôle principal dans le développement et la mise en oeuvre de notre stratégie de programme. Avant, elle a eu à diriger le programme Afrique au Secrétariat de Transparency International à Berlin, orientant son engagement avec les groupes de la société civile, l'Union Africaine, le réseau des Parlementaires Africains contre la corruption, la Commission africaine des droits Humains et des peuples et la Banque Africaine de Développement. Elle a aussi travaillé pour les Services des Volontaires d'Outre Mer du Royaume Uni et pour John Snow International-UK. Elle a vécu et travaillé sur des projets d'assistance en Gambie et en Belgique. Elle est titulaire d'une Maîtrise en Elaboration des politiques et Gestion de l'Université d'Antwerp et parle couramment l'Anglais, le Français, le Flamand et le Kiroundi.

Consultants

Hawa Ba, *Consultante en Programmes*
Melissa Browne, *Consultante en Collecte de fonds*
Peter da Costa, *Consultante en Programmes*
Aseghedech Ghirmazion, *Consultante en Programmes*
Saki Mafundikwa, *Consultant en Conception*
Paul Opoku-Mensah, *Consultant en Philanthropie*
Christopher Reardon, *Consultant en Communications*
Dispositif d'Appui Technique-Afrique de l'Ouest et du Centre, *Consultante en Programmes*

Crédits

Editorial
Christopher Reardon
Conception
Saki Mafundikwa
Impression
Précigraph Ltd., Mauritius

Fatouma Dioukhané, *Logistics Officer (Senegal/Guinea)*
Ms. Dioukhané previously worked at the World Food Programme's regional office for West Africa and at the International Rescue Committee's regional office for West Africa. She studied marketing and English at the Cheikh Anta Diop University of Dakar. She is fluent in English, French, and several African languages and has conversational German.

Linda Bessem Ebot, *Administrative Assistant (Cameroon)*
Ms. Ebot comes to us with previous administrative and secretarial experience at the U.N.'s African Institute for Economic Development and Planning (IDEP) in Dakar. She is fluent in English, French, and several African languages.

Jeanne Elone, *Program Associate (Cameroon/France/United States)*
Ms. Elone works with the ICBE Research Fund and serves as an administrative link to our core programs. She has lived in Cameroon, Burkina Faso, France, and the United States, working on issues ranging from fair trade and agricultural subsidies to human rights to development finance. She studied at Columbia University in New York and at the National Institute for Political Science in Paris. She is bilingual in French and English.

Adama N. Kouyate, *Finance Manager (Guinea)*
Ms. Kouyate oversees our accounting and banking operations, ensuring that we maintain strong internal controls and adhere to established accounting procedures. She was previously the director of finance and operations at the Touch Foundation in New York, where she also worked at the Rockefeller Foundation, the International Peace Academy, and the Congress of Racial Equality. She holds degrees from Baruch College and New York University and is multilingual in several African languages, French, and English.

Bhekinkosi Moyo, *Research Fellow (Zimbabwe)*
Dr. Moyo conducts research on pertinent issues in the field of philanthropy in Africa, with an eye to building and strengthening partnerships with other African foundations. Known for his expertise in philanthropy, civil society, and governance, he holds a doctorate in political science from the University of the Witwatersrand in South Africa. He previously worked at the Africa Institute of South Africa and at the Institute for Democracy in South Africa. He has written and published more than 15 conference papers, journal articles, and book chapters and co-edited *What About the Children: The Silent Voices in Maintenance* (2004), which explores issues of poverty, abuse, and the social security system in South Africa in the 21st century. His latest collection of edited articles, *Africa in the Global Power Play: Debates, Challenges and Potential Reforms* (Adonis & Abbey, London, 2007), addresses the current position of Africa in international political and economic relations. He is fluent in English and working on his French.

Chantal Uwimana, *Program Director (Burundi)*
Ms. Uwimana plays a lead role in developing and implementing our program strategy. She previously headed the Africa Program at Transparency International's secretariat in Berlin, guiding its engagement with civil society groups, the African Union, the African Parliamentarians Network Against Corruption, the African Commission for Human and People's Rights, and the African Development Bank. She has also worked for Voluntary Services Overseas in the UK and for John Snow International-UK. She has lived and worked on aid projects in the Gambia and Belgium. She holds a Master's degree in development policy and management from the University of Antwerp and is fluent in English, French, Flemish, and Kirundi.

Consultants

Hawa Ba, *Program Consultant*
Melissa Browne, *Fundraising Consultant*
Peter da Costa, *Program Consultant*
Aseghedech Ghirmazion, *Program Consultant*
Saki Mafundikwa, *Design Consultant*
Paul Opoku-Mensah, *Philanthropy Consultant*
Christopher Reardon, *Communications Consultant*
Technical Support Facility–West and Central Africa, *Program Consultants*

Credits

Editorial
Christopher Reardon
Design
Saki Mafundikwa
Printing
Précigraph Ltd., Mauritius

Cover Art

Montage of faces from across the continent.
Photo Credits
Saki Mafundikwa, Christopher Reardon, Siegfried Modola/IRIN, Manoocher Deghati/IRIN, Tugela Ridley/IRIN, Tiggy Ridley/IRIN, Giacomo Pirozzi/Panos Pictures, Ami Vitale/Panos Pictures, George Osodi/Panos Pictures, Penny Tweedie/Panos Pictures

TRUSTAFRICA

Mermoz Pyrotechnie
Route de la Stèle, Lot N° SR 12
BP 45435
Dakar-Fann, Sénégal
Tel: +221.33.869.46.86 • Fax: +221.33.824.15.67
info@trustafrica.org
www.trustafrica.org

© 2009 TrustAfrica